

LE MONDE

LIBERTAIRE



N° 1748

du 10 au 16 juillet 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« Si tu ne respectes pas les compagnes,
tu ne combats pas le pouvoir. »

Black Feminists



Le prolétariat joue les prolongations



Les pièges antisémites page 6

Editorial



Ça y est, l'été est arrivé. C'est l'heure pour *Le Monde libertaire* hebdomadaire d'entrer en pause estivale. Mais qui dit été dit aussi grandes vacances scolaires, source supplémentaire de préoccupation pour les travailleurs ayant des enfants. Plus d'école, les crèches fonctionnent au ralenti, les colonies de vacances, les centres de loisirs ne sont que des dépenses assassines pour des services que l'on peut considérer comme vitaux. Les grandes vacances scolaires, mises en place à l'origine pour que les enfants de paysans puissent aider aux travaux des champs, se sont transformées au fil du temps en un nouveau privilège de la bourgeoisie. Les prolétaires, face à cette oppression des dominants, doivent entrer en lutte pour obtenir des centres de loisirs, des colonies de vacances et des crèches populaires et gratuites. Une césure entre deux années d'études, oui. Un nouveau levier de domination, non. Les vacances pour le prolétariat sont le résultat de luttes sociales âprement menées et difficilement remportées. Il nous faut les conserver comme une échappatoire à la domination constante du capitalisme dans nos vies et ne pas sombrer dans le consumérisme qui nous fait parfois travailler plus pour organiser financièrement ces pauses devenues un nouveau marché libéral. Réinvestissons nos vacances comme des moments où le travail ne peut court-circuiter le lien social et, sur ce, bel été à toutes et à tous !

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n°s hebdos, 1 n° hors série, les gratuits

France et étranger

25 €

6 mois, 18 n°s hebdos, 2/3 n°s hors série, les gratuits

50 €

1 an, 35 n°s hebdos, 5/6 n°s hors série, les gratuits

75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Actualité

Le foyer Cara est toujours là, par Groupe FA de Saint-Ouen, page 3

Grève de la faim en Grèce, par R. Pino, page 4

Du harcèlement sexuel au travail, par Bertille, page 5

Les pièges antisémites, par Bali, page 6

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 7

Arguments

Sport et liberté, par M.-C. Calmus, page 8

Le football aux footballeurs, entretien, page 9

Du primat de la lutte des classes, par G. Goutte, page 12

De l'intersectionnalité des luttes, par Volta, page 14

Histoire

R. Rocker: penser l'émancipation, par C. Jacquier, page 16

Le Musée du soir et la culture ouvrière, par J.-D. Gautel, page 18

À lire

La gauche et le piège néoconservateur, par P. Corcuff, page 20

Illustrations

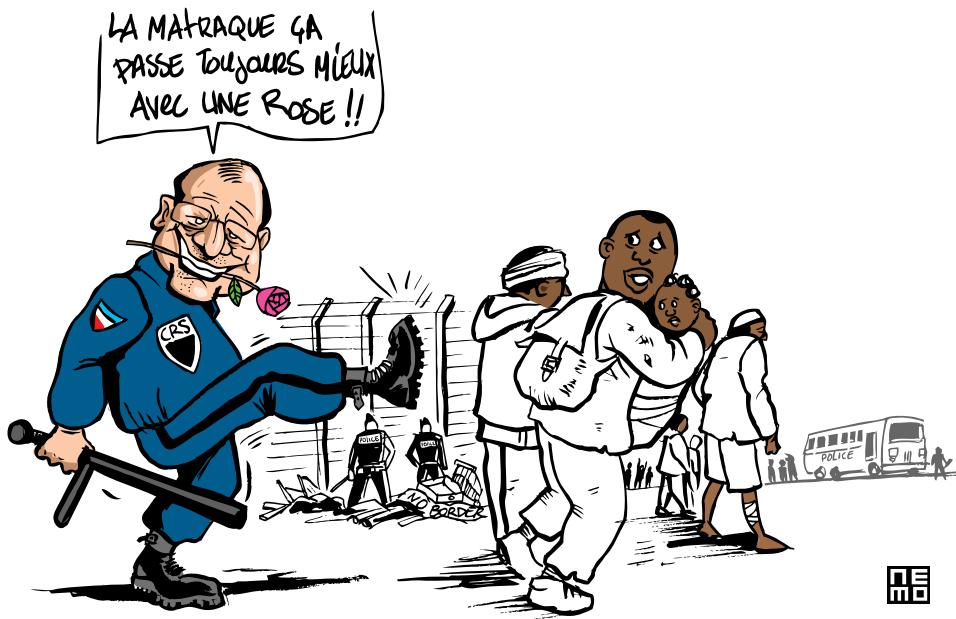
Kalem, Krokaga, Nemo, Riri

Saint-Ouen

Le foyer Cara est toujours là !

Initiée par l'ancienne mairie Front de gauche, l'opération immobilière visant à transformer le foyer jeunes travailleurs (appelé à Saint-Ouen le Cara) en hôtel privé se poursuit sous l'égide du nouvel édile estampillé divers droite, et pour le plus grand bénéfice du promoteur Vinci.

DÉBUTÉE EN JANVIER, sans aucune concertation ni information d'aucune sorte, la première vague d'expulsion fut rapidement stoppée grâce à la mobilisation des résidents et de leurs soutiens. Repoussée de quelques mois, la vaste opération visant à vider le Cara de ses quelque 110 habitants le fut une nouvelle fois en mars, à l'approche des élections. Élections remportées, à la surprise générale, par le candidat de la droite locale, lequel mit ainsi fin à près de 70 ans de règne sans partage du Parti communiste, puis du Front de gauche à Saint-Ouen. Ce qui par contre fut tout sauf une surprise a été de constater que la nouvelle équipe poursuivait dans la voie initiée par la précédente : trois demandes officielles de rencontre avec le maire restèrent ainsi sans réponse, jusqu'à ce qu'une poignée de résidents du Cara, accompagnés de leurs soutiens, s'invitent au conseil municipal du 23 juin dernier et fasse assez de bruit pour amener monsieur le maire à accepter de recevoir une délégation, dès le lendemain. Cet entretien fut, comme prévu, laudatif, pontifiant, la seule certitude étant que le contrat de vente entre Vinci et l'association municipale gestionnaire du foyer était bel et bien signé, prévoyant la livraison du bâtiment, vidé de ces occupants, pour le 31 juillet. L'objectif, à peine voilé, du nouveau maire étant d'endormir la méfiance des résidents, il leur fut promis une tentative de «sauvetage» de l'association en question, permettant d'éventuelles renégociations pour ce qui est de la vente à Vinci. Sur l'air connu du «on va voir ce qu'on peut faire» fut également réactivée la fameuse «cellule de crise», programme d'enfumage mis en place dès janvier et auquel les résidents ne furent même pas associés. Depuis la rencontre de juin, le statu quo règne à nouveau, et l'avenir se charge plus que jamais de menaces pour les habitants du Cara, tout comme pour le personnel en charge du foyer, menacé, lui, de licenciement. Le directeur, pour sa part, s'est mis aux abonnés absents depuis que la mairie lui a trouvé une nouvelle planque, en qualité de directeur d'une maison de quartier. Le foyer, lui, se délabre à vue d'œil, au point qu'un décret d'insalubrité (ce cheval de Troie au service des expulseurs) pourrait bien, d'ici peu, surgir du chapeau magique d'une municipalité qui méprise ces jeunes travailleurs, comme



elle méprisa les 800 Rroms, enfants compris, jetés à la rue cet hiver. Au Cara même, les gens s'épuisent, rongés par l'inquiétude. Des dissensions menacent le Collectif des résidents, qui a de plus en plus de mal à motiver celles et ceux qui, devant l'absence de résultats tangibles et la date fatidique approchant à grands pas, ont tendance à opter pour des solutions individuelles. Difficile d'expliquer à un jeune sans papiers, travaillant par exemple au noir et menacé d'expulsion que seule une lutte collective, organisée, âpre et s'inscrivant dans le long terme peut déboucher non sur une nouvelle précarité, mais à un dénouement si ce n'est heureux, du moins acceptable.

Ces résidents, dont la situation faite d'extrême insécurité et de criante pauvreté est tout simplement niée par les autorités locales, ne demandent pas leur maintien dans l'immeuble, à présent vétuste. Ce qu'ils veulent, et qu'ils sont en droit d'exiger, c'est une solution de relogement viable sur le long terme. La mairie leur oppose quelques milliers de dossiers en souffrance concernant des demandes de logements sociaux, sans même relever que, entre une expulsion programmée pour dans cinq semaines et les demandes en question, la différence est de taille. Selon la désormais célèbre stratégie

visant à opposer les pauvres aux plus pauvres, la mairie tente de s'attirer les grâces et, éventuellement, le soutien du citoyen lambda en attente d'un appartement, souvent depuis des années. C'est faire le pari de l'égoïsme, de l'individualisme contre la solidarité. Un pari que le maire lui-même admet qu'il puisse être perdu : lors de la rencontre de juin, il déclarait aux résidents ne pas vouloir «d'une manifestation de 120 personnes devant le Cara, le jour de l'expulsion». Avouant ainsi, à demi-mot, sa crainte de devoir supporter une bien mauvaise publicité en début de mandat, il admettait dès lors qu'une mobilisation collective, spontanée, était plus que probable. Bien entendu nous lui prouverons qu'il commet une grave erreur, en avançant le chiffre de 120 : en cas d'expulsion nous serons le triple, à minima ! Par ailleurs, et tandis que le maire s'inquiète d'une éventuelle vaguelette médiatique, des résidents parmi les plus alertes et conscients de ce qui se trame se préparent, eux, à l'occupation du Cara. Qu'ils soient assurés de notre pleine et entière, et active solidarité.

Groupe Saint-Ouen 93
de la Fédération anarchiste
www.fasaintouen.over-blog.com

Grève de la faim dans les prisons grecques

QUATRE MILLE PRISONNIERS GRECS étaient il y a peu en grève de la faim ; 4 000 ! (Il n'y a pas de zéro en trop, il s'agit bien de quatre mille.) Ça se passait en Grèce. Où que ce soit, l'État nous a souvent fait « l'honneur » de nous concocter des lois scélérates rien que pour nous, anarchistes. Avant-hier (au XIX^e siècle), c'était en France, hier (au siècle dernier), c'était en Espagne, aujourd'hui, c'est en Grèce, dont on n'oublie jamais de nous rappeler qu'elle est le berceau de la démocratie. Le but est toujours le même : nous faire taire. Le résultat, toujours identique : nous sommes toujours là, debout. Le gouvernement grec présente au Parlement un nouveau projet de loi carcérale afin de « mieux lutter contre les anarchistes » et contrer leur influence auprès des autres détenus au sein même des établissements pénitentiaires. Ce projet prévoit de diviser les prisons en trois catégories : A, B et C. C'est cette dernière (la C) qui concerne les anarchistes qui se trouvent rattachés à la population carcérale concernée par les centres de haute sécurité pour « trahison, homicide volontaire sans circonstances atténuantes, extorsions de fonds, vol en bande organisée ». Et, bien sûr, « terrorisme » (synonyme bien commode pour désigner l'anarchisme sous toutes les latitudes). Pour ce dernier chef d'inculpation, précisons qu'il est prévu une peine d'emprisonnement en centre de haute sécurité de vingt ans incompressibles.

Dès le 18 juin, une première réaction des prisonniers a été de publier une déclaration pour exprimer leur opposition à ce projet de loi. Ce texte disait :

« Nous, détenus des prisons commençons un refus des plateaux-repas pour une durée de trois jours, afin de protester contre le projet de loi fasciste concernant le fonctionnement des prisons de type C. Le ministère veut construire une prison dans la prison, sans droits, sans parloirs, sans salaires, sans permissions de sortie. Le but du ministère n'est pas la correction et l'amélioration des prisonniers¹, mais la vengeance et la punition. Quand on prive quelqu'un de son droit à l'espoir, la seule chose sûre c'est de rendre cette personne pire qu'elle n'est. Les prisons de type C ne sont pas des prisons de haute sécurité, mais des prisons du haut désespoir. C'est pour ça que ce n'est pas un hasard si le ministère de la Justice essaye de faire passer ce projet de loi pendant l'été, pour éviter les réactions non seulement des prisonniers, mais aussi de tous les gens ayant une conscience et une sensibilité. Ces trois jours de refus de plateaux-repas ne sont qu'un début. Au cas où le ministère et le gouvernement resteraient sur leurs positions, la lutte continuera par tous les moyens.



Dorénavant en Grèce, peine de mort se dit : prison de type C.

P.-S. : En ces temps de pauvreté et de misère en Grèce, l'unique solution est la solidarité entre les gens. Pour cela, nous avons décidé que les repas que nous allons refuser pendant ces trois jours seront offerts aux SDF, aux pauvres et aux chômeurs. »

Il faut préciser que cette loi aggraverait encore les conditions de vie carcérale déjà peu reluisantes en Grèce : droits des détenus encore plus limités, restriction et abolition des sorties conditionnelles, difficulté plus grande de travailler et donc de pouvoir se constituer un pécule permettant de « canticer », limitation également d'assister à des cours, ce qui débouchait sur des réductions de peine, visites des proches réduites, voire supprimées, interdiction des contacts avec d'autres prisonniers (les anarchistes sont particulièrement et nommément visés par cette loi).

Après le refus des plateaux-repas les trois premiers jours, le mouvement s'est étendu à partir du 23 juin à travers la Grèce dans une quinzaine de prisons : Koridallos/Athènes (1 300 prisonniers), Patras (550), Grevena (400), Larissa (300), Domokos (240), Amfissa (200), Corfou (120), Trikala (120), Avlonas (100), Alikarnos, Crète (280), etc. Au total ce sont plus de 4 000 prisonniers qui ont entamé une grève de la faim et qui en tant que Comité de lutte des prisons revendentiquent entre autres : le retrait du projet de loi,

le rétablissement des sorties/permissions conditionnelles, le rétablissement des visites des proches et le droit au parloir conjugal, la libération des migrants emprisonnés dont la peine a déjà été purgée...

Pour le moment, le gouvernement grec campe sur ses positions, pensant ainsi enrayer dans les prisons la « contamination des droits communs non politisés » par les prisonniers anarchistes responsables selon lui de rendre la gestion des prisons de plus en plus difficile, vu le nombre extrêmement élevé d'entre eux actuellement derrière les verrous, auxquels se sont ajoutés il y a peu une cinquantaine d'autres anarchistes interpellés au motif qu'ils se dirigeaient vers la résidence du Premier ministre, ce qui dans le « berceau de la démocratie » constitue un « acte de terrorisme ». Mais rien n'y fait, la lutte continue sous d'autres formes, la solidarité s'organise, sur place, ou internationalement à Bruxelles, Londres, Marseille, Paris... Aujourd'hui comme hier, en Grèce ou ailleurs, aucune loi scélérate ne nous fera taire ; debout nous sommes, debout nous resterons !

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Établissement de correction/amélioration : terme officiel utilisé en Grèce pour désigner un établissement pénitentiaire.

Du harcèlement sexuel au travail

« Ne le prends pas mal, il est comme ça avec tout le monde »

UN SONDEMENT IFOP publié en mars 2014 nous informe qu'une femme sur cinq a subi un harcèlement sexuel sur son lieu de travail au cours de sa carrière. À mon avis, cette étude minore le nombre de femmes harcelées. Non pas consciemment, mais car de nombreuses femmes qui subissent ce type de harcèlement ne le reconnaissent pas comme tel.

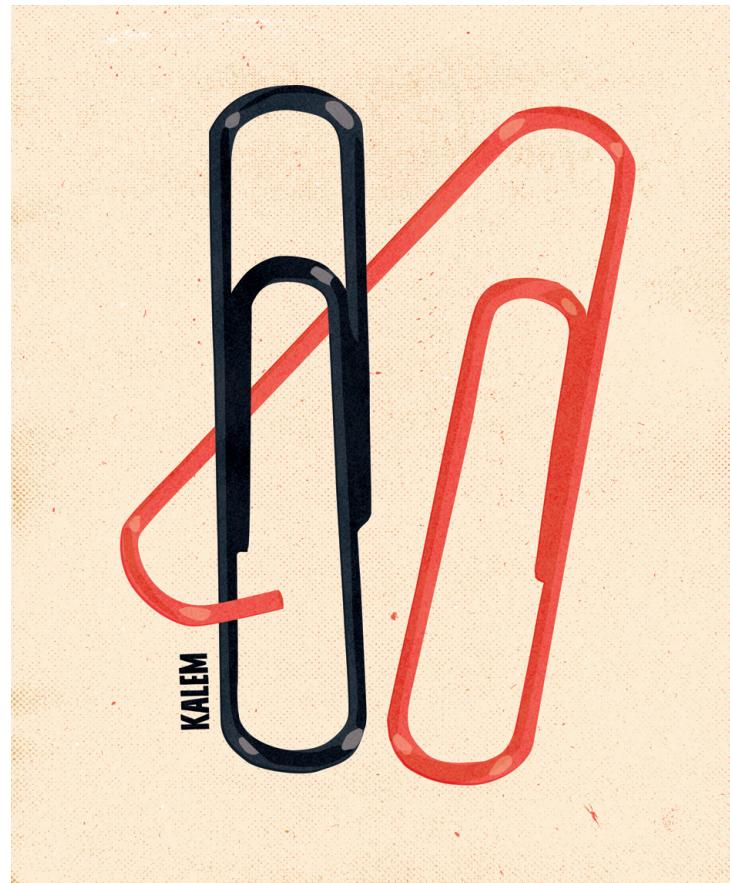
Étude de cas pratique

Hier, au restaurant où je travaille, un des chefs cuisiniers vient me voir, et, en guise de bonjour, prononce cette phrase devenue mythique : « Dis, on a déjà couché ensemble ? Car c'est possible que je ne m'en souviens plus. » Plus tôt dans le mois, un client arrive au comptoir et me lance, sans préavis : « J'adore les femmes girondes », en me regardant droit dans les yeux. Après mon troisième mois de travail, un groupe de clients composé d'hommes dans la trentaine, très propres sur eux, habillés en costume, m'a laissé une charmante note sur une serviette. Dessus, 10 euros de pourboire et un petit mot qui devait leur paraître doux : « Pour vos beaux seins. » Voici mon quotidien de serveuse, qui doit sûrement être celui de nombreuses autres.

Donc, hier, je craque. N'ayant pas le « droit » d'envoyer balader les clients (vous comprenez, ce n'est pas une bonne technique pour fidéliser la clientèle), je décide de répondre au chef cuistot. Je lui réponds que non, nous n'avons pas couché ensemble, que ça n'arrivera jamais et qu'il est prié de changer de ton quand il s'adresse à moi. Ce dernier repart vexé. Sur ce, ma responsable, qui a assisté à la scène, me prend à part et commence à justifier ce comportement : « Ne le prends pas mal, il est comme ça avec tout le monde. Tu sais, c'est un peu sa façon de dire bonjour. » Je rétorque alors deux choses. Premièrement que, non, je ne le prends pas mal. Je ne tolère pas qu'un supérieur hiérarchique vienne m'agresser sexuellement de façon verbale, ce qui est différent. Deuxièmement que, non, ce n'est définitivement pas une façon de dire bonjour. S'ensuivit une réplique de sa part qui me laissa pantoise : « Mais tu sais, ce n'est pas ton patron, tu peux l'envoyer chier si tu veux. »

De l'intériorisation du sexe

C'est à ce moment-là que j'ai compris qu'argumenter était inutile. Pour elle, une femme se doit d'accepter ce type de harcèlement sexuel s'il peut rapporter de l'argent ou s'il vient d'un patron. En gros, s'il vient d'une personne dominante. Et là, je me rappelle sa classe sociale à elle, qui est issue de la bourgeoisie, et



la miennes, le prolétariat. De fait, nous n'avons pas le même féminisme ni les mêmes intérêts de classe. Pour elle, il s'agit de se faire de l'argent grâce à ma force de travail. Pour moi, de lutter contre la domination de classe et contre le sexismme. Car, dans le cas du harcèlement sexuel au travail, les deux sont liés.

Si mon patron, mon chef ou mon responsable se permet ce genre de comportement envers ma personne, ce n'est pas seulement parce que je suis une femme, c'est aussi parce que je suis une employée salariée, sous sa domination économique. Or, comme tout patron, ce dernier sait que j'ai besoin de cet emploi pour vivre et que la peur de perdre cet emploi m'incitera à ne pas lui répondre, à me taire et à ne surtout pas porter plainte de crainte de ne pas être cru, de la honte que la société me fera porter. Cet aspect du harcèlement sexuel au travail transparaît dans le fait que certains hommes subissent eux aussi cette oppression sur leur lieu de travail. Il s'agit certes d'une minorité – étant donné le nombre de femmes harcelées –, mais leur existence démontre bien qu'il ne s'agit pas que d'une simple question de sexismme.

Rendre coup pour coup

Face à cette domination, jonction du sexismme et de la domination de classe, des réponses existent. « Le harcèlement sexuel au travail est un délit. La loi protège les salariés, les agents publics et les stagiaires contre lui. » Certains syndicats, dont la CGT, ont mis en place des permanences afin d'aider les victimes à faire appliquer leur droit issu de la loi du 6 août 2012.

Le premier pas est de prendre conscience qu'il y a un problème dans ce type de comportement. Il ne faut pas trouver d'excuses à ces dominants qui utilisent leur statut social pour arriver à leur fin. Voilà pourquoi je pense que cette étude Ipsos minore les chiffres. Car on nous apprend à intégrer le harcèlement sexuel comme étant un désagrément nécessaire à l'emploi. Contre cela, nous, anarchistes, devons continuer à lutter, afin de mettre à bas ces mécanismes de domination intériorisés, malheureusement, par une majorité de salariés.

Bertille

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Les pièges antisémites



Bali

Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste

DEPUIS LES « AFFAIRES » DIEUDONNÉ, les Jours de colère et les dernières frasques de Jean-Marie Le Pen, l'antisémitisme semble de retour. En réalité, il n'a jamais disparu, mais il était peut-être moins visible et peut-être qu'à force de crier au loup les médias avaient saoulé les gens.

Avant toute chose, une question de terme. Nous pensons qu'il faut utiliser le terme « antisémitisme », même si étymologiquement il n'est pas exact (tous les juifs ne sont pas sémites¹ et tous les sémites ne sont pas juifs) étant donné que c'est le terme qu'utilisent la plupart des Juifs pour parler de cette oppression.

Le constat qu'on peut faire, c'est en tout cas une restructuration de l'antisémitisme.

Tout d'abord, c'est la fin de l'antisémitisme traditionnel du FN. Sans entrer dans les détails, force est de constater que leur image s'est lissée, au moins sur cette question, et les dernières sorties de Jean-Marie Le Pen servent aussi cette image, finalement. En effet, elles donnent l'impression que l'antisémitisme, c'était avant, mais que dans le nouveau FN de Marine Le Pen les choses sont claires là-dessus.

On peut aussi constater que tous les politiciens de toutes les chapelles, ainsi que tous les journalistes, sont unanimes sur cette question. De même qu'au FN ils ne voient

aucun problème à l'islamophobie ou au racisme anti-Rrom, ils ne laisseront jamais passer la moindre remarque antisémite. Et ils passent des heures à se demander si telle attaque contre telle personnalité juive est antisémite ou non. Il est évident que cette clarté est de façade et leurs luttes médiatiques, parce que axées sur un antiracisme moralisateur et clairement à double vitesse, sont inefficaces, voire contre-productives.

De fait, la lutte contre l'antisémitisme semble être devenue, pour les esprits faibles, le centre du « système », vu que c'est la seule chose (si on ne creuse pas trop) qui semble relier tous les partis et tous les médias. Cela permet donc à un couple Soral-Dieudonné de prospérer sur la théorie du complot juif. Classique, certes, mais toujours efficace.

Du côté antifasciste radical², on constate un total abandon de cette lutte. On peut donner comme exemples les mois où Dieudonné a été sur le devant de la scène médiatique et où, un peu partout, être antisémite était quelque chose d'acceptable. Pendant ce temps, les organisations antifascistes n'ont fait que sortir des textes. De bons textes, sans doute, mais rien de concret.

Ou encore, on peut constater que les meurtres antisémites sont systématiquement oubliés dans la liste des crimes racistes cités régulièrement. Ou bien, le 7 juin dernier,

lors de la manifestation en hommage à Clément Méric, le mot «antisémitisme» n'a pas été prononcé dans la moindre prise de parole finale, alors même que quatre personnes avaient été assassinées une semaine auparavant devant le Musée juif de Bruxelles. La liste est longue, mais c'est à se demander si, pour les antifascistes, l'antisémitisme n'existe pas, ou si le fait qu'il semble combattu médiatiquement nous pousse à ne pas en parler.

La seule réaction contre Dieudonné et Soral a été que, dernièrement, nombre d'antifas ont décidé de leur couper l'herbe sous le pied en se mettant à soutenir tous azimuts les luttes palestiniennes, à se déclarer antisionistes toutes les cinq minutes, même à créer un collectif Antifa pro-Palestine. Et à défiler derrière des banderoles «Contre le sionisme et le fascisme» aux cris de «Paris-Gaza, antifa», comme s'il y avait le moindre rapport entre le calvaire que vivent les Gazaouis sous l'occupation israélienne et sous l'oppression du Hamas et la situation du fascisme à Paris. Nous reviendrons plus bas sur le caractère suicidaire de cette stratégie.

Les effets de l'abandon total de la lutte contre l'antisémitisme sont clairs. Les juifs qui veulent se défendre se tournent vers les seules organisations qui leur proposent quelque chose : l'extrême droite juive. La renaissance récente du Bétar³, après de longues années de sommeil, n'est pas un hasard. La Ligue de défense juive (LDJ)⁴, qui était plus ou moins en conflit larvé avec le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif)⁵, peut aujourd'hui prendre la tête d'une manifestation contre l'antisémi-

tisme sans que les autres participants soient plus choqués que ça.

Qui plus est, la volonté de couper l'herbe sous le pied de Dieudonné-Soral en occupant le terrain palestinien peut sembler une bonne idée mais, en réalité, c'est une stratégie suicidaire à long terme. En effet, en centrant nos luttes autour des questions palestiniennes, nous accréditons la thèse des néonazis comme quoi cette question est centrale. Si nous ne pouvons nous déclarer antifascistes ou anticapitalistes sans ajouter

Les fascistes de différentes obédiences sont en train de gagner clairement l'hégémonie culturelle.

immédiatement que l'on est aussi antisionistes, alors nous accréditons la thèse comme quoi le sionisme est un problème essentiel dans nos vies, au même niveau que le capitalisme. De même, utiliser le symbole des doubles drapeaux rouge et noir en y ajoutant le drapeau palestinien veut dire que nous sommes pour l'anarchie, pour le communisme certes, mais surtout pour la Palestine.

Cela contribue à l'hégémonie culturelle⁶ des fascistes. Au final, il est anecdotique de savoir si l'on se dissocie publiquement d'un Dieudonné ou qu'on est clair sur l'antisémitisme, puisqu'au final on dit la même chose que lui : nos combats principaux, et donc nos problèmes principaux, sont liés au sionisme. Nous n'avons pas la même acceptation du mot sioniste que lui, sans doute, mais au final,

qui s'en soucie ? De plus, l'utilisation systématique du terme «antisioniste» est une erreur sémantique qui induit des erreurs politiques. Le sionisme est la volonté de constituer un foyer national juif, c'est une lutte de libération nationale. Aujourd'hui, ce foyer national existe, donc le sionisme n'existe plus. Comme le dit un ami à moi : «Le sionisme est mort en 1948, assassiné par David Ben Gourion.»

Si l'on continue à se dire «antisionistes», et non pas contre la politique ou l'existence de l'État d'Israël, on va dans le sens de Dieudonné. Le sionisme devient un concept a-historique et l'on cherche des spécificités à l'État d'Israël, qui au final n'en a pas tant que ça : l'apartheid n'est pas une invention israélienne, tout comme le colonialisme.

Pour revenir à notre propos, centrer les luttes anticoloniales sur la question palestinienne a pour effet direct d'invisibiliser la plupart des autres luttes de libération nationale. En somme, il y a du monde pour la Palestine, moins pour le Sahara occidental, et le Tibet, tout le monde s'en tape.

Pour conclure, on peut dire que les fascistes de différentes obédiences sont en train de gagner clairement l'hégémonie culturelle. Pour la LDJ comme pour Dieudonné, le sionisme est la question centrale. Et nombre de camarades tombent dans le panneau et en font le centre de leurs luttes.

Il nous faut réinvestir la lutte contre l'antisémitisme. Avoir une attitude décomplexée à l'égard de l'État d'Israël : nous sommes contre tous les États, contre tous les colonialismes, contre toutes les oppressions. **B.**

Météo syndicale

«*Or si les Bourses du travail* sont le carrefour des résistances contre la société bourgeoise, ce sont également les lieux de solidarité, d'entraide, d'éducation, l'école du socialisme autogestionnaire.» Cela est tiré de l'introduction à la brochure *Les Bourses du travail et la CGT pour la reconquête d'espaces de luttes autonomes*¹. Certes, aujourd'hui, cela fait un peu vieillot et pas seulement pour les nouvelles générations ! Certes, à la lumière cruelle de notre XXI^e siècle, les Bourses du travail, historiques ou non, ressemblent à des musées ou à des temples de la compromission interclassiste. Au siècle dernier, et pas seulement au début, c'était une contre-société en marche concrète. Dans Paname, les prolétaires allaient près de la place de la République au 3, rue du Château-d'Eau pour les réunions. Après, on remontait par la rue de la Grange-aux-Belles pour atteindre l'Est à travers la place

du Combat. Ironie du sort, c'est là, dans le XIX^e arrondissement, que militait le jeune militant anarchiste Léon Jouhaux, qui fut le champion de l'Union sacrée en 1914...

Aujourd'hui, si la contre-société que représentait le mouvement des Bourses du travail était à la hauteur, elle s'affirmerait contre les partis politiques et l'État; serait-elle à la hauteur des luttes à mener ? Peut-être pas... Mais, au moins, une position clairement syndicaliste serait énoncée face à toutes les solutions politiques qui, à des degrés divers, ne cherchent qu'à s'accommoder du capitalisme.

Las, en ce moment les forces politiques se réclamant de la gauche ne songent qu'à un front électoral rassemblant PCF, Verts et «frondeurs du PS». On a aussi droit à la «marche du 12 avril», qui regroupe syndicalistes CGT, FSU, Solidaires, NPA, Front de gauche, socia-

listes, Attac, Convergence des services publics, etc. Une mobilisation de «portée nationale» est prévue à la rentrée. Dans la crise politique actuelle toutes et tous envisagent de «construire un projet de société». Certes, cela part de bons sentiments... mais quid d'un front intersyndical de refus des prétentions de l'équipe Gattaz à la sauce cédétiste ? Les instruments, unions locales, départementales sont là, souvent roulant à vide...

Pour que les syndicats, la CGT entre autres, n'aient plus à dénoncer le scandale des travailleurs détachés et les salaires à prix cassés, particulièrement dans le bâtiment. La lutte locale «paye» plus que les campagnes nationales.

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguin
de la Fédération anarchiste

Sport et liberté



À l'occasion de la Coupe du monde de football paraît une floraison de revues et de livres sur le sport.

Signalons le n° 78 de Mouvements : « Peut-on aimer le football ? », largement critique sur les pratiques maffieuses liées à l'organisation de telles manifestations (voir l'entretien avec Noël Pons : « Délinquance financière, mondialisation et football ») et sur les addictions « stimulantes » des champions, notamment dans l'interview du médecin du sport Jean-Pierre de Dondonard par Noé le Blanc.

Sur ce dernier sujet on se souvient du magnifique spectacle Touche par une compagnie italienne, présentée au Théâtre Maurice-Ravel cet hiver et dont j'avais rendu compte.

Le numéro 25-26 de la revue Quel Sport, dirigée par Fabien Ollier, interviewé par Le Monde libertaire dans son n° 55 (hors série), développe ses thèmes favoris : condamnation virulente et absolue du sport de compétition cumulant les tares de la société libérale, mais, au-delà, du sport en général – ce contre quoi je m'insurge, rejoignant Le Monde libertaire : De l'autre côté du sport.

Si, il y a des effets bénéfiques du sport : de loisir, amateur, voire de basse compétition, comme je l'ai pratiqué toute ma vie (volley-ball et depuis une dizaine d'années badminton) et j'y consacre une grande part de mes réflexions dans un essai à paraître : L'Inconfiscable Anarchie. Beaucoup de mes

livres¹ ont déjà mis en avant cette dimension du combat féministe oubliée dans son numéro spécial par Le Monde libertaire.

Dans l'espace-temps d'une rencontre sportive, voire d'un entraînement, se crée une microsociété qui nous délivre de l'autre et de ses aliénations. Pour une femme, s'échapper de chez elle, et renoncer à l'entretien du confort familial pour venir s'éjouir dans un gymnase est une belle preuve de liberté.

En ces lieux son corps lui appartient, ni objet de spectacle ni instrument du plaisir d'autrui. Depuis quelques années je remarque que les équipes de sport de loisir se féminisent. Il arrive même que des couples soient des pratiquants réguliers, ce qui prouve une égalité plus grande dans l'organisation de la vie domestique mais prive l'un(e) comme l'autre d'une véritable émancipation.

La rencontre de pratiquantes de sports jusque-là réservés aux hommes comme la boxe est aussi un grand encouragement.

Sur le plan social, sortir de l'isolement et s'efforcer de créer des relations avec autrui, hors vie privée comme professionnelle, est une école d'ouverture. L'activité commune va avec l'écoute, à la marge (sur la touche !) des diverses préoccupations des joueurs et joueuses. Ce qui soulage chacun(e) des siennes. À partir de là des amitiés naissent, voire des amours. Dans ce contexte le bienfait psychique comme physique du sport n'est

plus à dire : il remplace aisément les médicaments, voire les entretiens avec les spécialistes !

Je ne reviendrai pas, pour en avoir souvent parlé, sur les effets bénéfiques, voire thérapeutiques du jeu sportif. La conjonction d'une liberté d'initiative et d'invention, à l'intérieur de règles fixes et acceptées par tous, génère une joie intense, goulée d'air dans un quotidien saturé et instable.

Ces bienfaits ne sont pas seulement valables pour les malades comme le développe Patrick Schindler dans le bel article du Monde libertaire : « Bienfaits et complexité du sport dans les pathologies lourdes, mais pour tous ».

La régularité de l'activité est pour les « bien-portants » aussi un exercice de volonté qui maintient la tête hors de l'eau.

Débordant complètement la catégorisation des âges et de genre, je puis témoigner que ces heures passées dans les gymnases avec hommes et femmes de toutes générations et professions comptent parmi les plus heureuses de ma vie actuelle.

Marie-Claire Calmus

1. Notamment Propos sur le corps (Éditions Editinter, 2001) et La Révolution par morceaux (Éditions Editinter, 2002). Signalons aussi sur le sujet Tête de mêlée de Jean Bernier (éditions Acratie, 2014).

Le football aux footballeurs

Le grand cirque s'achève au Brésil. Le Mondial de foot en a fini d'exhiber ses milliards. Milliards des joueurs sur le terrain, milliards sur les panneaux publicitaires autour des terrains, milliards à la TV pour les droits de transmission des matchs et, aussi et toujours, pour la pub avant, au milieu et après ces matchs. Mais, en marge de ce foot-business bien représentatif de la société marchande qui nous domine encore, d'autres sportifs amoureux du ballon rond ont une pratique différente, une approche essentiellement ludique et non pas commerciale, un retour aux temps héroïques en quelque sorte, quand ce sport était pratiqué non par des millionnaires en crampons, mais par des foules d'anonymes. Pour illustrer cet esprit qui est de nouveau véhiculé par nombre de petits clubs, nous avons choisi de reproduire l'interview parue dans le mensuel espagnol CNT n° 381, donnant la parole à deux joueurs évoluant dans des clubs espagnols différents, mais présentant des points communs : tous deux sont amateurs (l'un travaille dans l'hôtellerie, l'autre dans le bâtiment), et tous deux sont anarchosyndicalistes, membres de la CNT. Ce texte fait suite à celui publié dans *Le Monde libertaire* n° 1742 (« Un autre sport est possible »), tous deux complétant le hors-série n° 55 (« De l'autre côté du sport ») toujours en vente à notre librairie Publico (145, rue Amelot, 75011 Paris). Bonne lecture.

Le Comité de rédaction du *Monde libertaire*

UD CEARES

Pelayo, 25 ans.

Branche professionnelle : hôtellerie CNT, Gijón.

Club : Socio de l'UD Ceares.

Question : Étant un des clubs participant au mouvement contre le football moderne, dites-nous pourquoi conserver le modèle traditionnel de club au lieu d'utiliser la formule d'actionnariat populaire qui caractérise votre mouvement. Au-delà du dilemme socios/actionnaires, la clef se trouve peut-être dans les propres valeurs du mouvement, et dans la recherche d'un rôle plus important des supporters grâce à de plus grands quotas de participation...

Réponse : Tenant compte de tous les avis sur le sujet, nous pensons que le modèle traditionnel de club (1 socio = 1 vote) est plus intéressant que celui de l'entreprise (même quand les actions sont partagées). D'autre part, notre club a une histoire de 65 ans et il ne serait pas logique d'essayer de le transformer en entreprise. De toute façon nous combinons, sans que ce soit contradictoire, une orientation politique et sociale très avancée, avec un attachement aux valeurs et codes traditionnels de ce sport qui ne peuvent être effacés par le capitalisme le plus extrême dans lequel est plongé le football moderne.

Question : Quelles ont été les répercussions dans la ville de ce retour aux valeurs traditionnelles du football ?

Réponse : Très positives : nous nous sommes aperçus qu'il y avait énormément de gens en ville « orphelins » d'un point de vue footballistique, aimant réellement le football, mais qui détestaient ce qu'est devenu le football moderne, médiatisé, spectaculaire et capitaliste. Billy Bragg disait que la formule « Capitalism is Killing Music » pourrait également s'appliquer dans ce domaine, et qu'on pourrait dire « Capitalisme is Killing Football ». C'est pour qu'il n'achève pas de le tuer que nous nous battons, avec à nos côtés tous ces gens de Gijón et de beaucoup d'autres villes qui se joignent à ce projet. Nous sommes agréablement surpris du succès de la campagne d'abonnements de socios, de l'impact que nos initiatives ont sur la base populaire. Nous voulons qu'à la fin d'une journée de championnat les gens s'intéressent au résultat du Ceares et non à celui du Barça ou du Real.

Question : La devise de votre campagne est explicite : « Les derniers pour l'argent, les premiers pour le cœur », mais... jusqu'à quel point le cœur peut-il rivaliser avec l'argent dans des catégories comme la 3^e division où vous évoluez ?

Réponse : Il le peut, ce qui est curieux c'est qu'il peut rivaliser, du moins dans ces catégories ; avec notre budget, la logique voudrait que cette année nous descendions directement en division régionale, mais nous sommes certains qu'avec l'effort des joueurs et le soutien des tribunes nous pouvons réussir l'exploit de nous maintenir dans notre catégorie ; pour les footballeurs ce n'est pas la même chose d'avoir cent spectateurs passifs dans les tribunes, que plus de trois cents bruyants et démonstratifs comme nous espérons en avoir cette année, grâce en partie aux efforts de la direction qui a permis d'avoir les abonnements les moins chers de la 3^e division, de créer de nouvelles catégories de socios (moins de 20 ans, moins de 30 ans et surtout chômeurs, ce qui est novateur, du moins dans les clubs asturiens), et de propager ces idées partout où c'était possible. Nous pouvons garantir que nous aurons ainsi le public le plus jeune et le plus motivé de la 3^e division asturienne. L'illustration de la campagne est extraite d'une affiche de la guerre civile, où l'on voyait les footballeurs du camp républicain demander de l'aide pour les enfants réfugiés victimes des bombardements ; ça nous a semblé une image et une idée si forte et émouvante que nous n'avons pas hésité à la réutiliser.



Question: Quel rapport y a-t-il avec l'école de football de Mareo ? Quelles sont les plus grandes difficultés que vous pouvez rencontrer au moment de mener à bien votre projet, en tenant compte du fait que vous êtes l'exception et non la norme chez les autres équipes de votre catégorie ?

Réponse : Avec le Sporting et le centre de Mareo nous avons une relation normale de collaboration entre clubs d'une même ville, et ils nous aident en nous offrant du matériel et en nous cédant des joueurs, bien que nous soyons nombreux à penser qu'ils pourraient s'impliquer plus et de façon permanente, et non comme actuellement où il semble qu'il s'agisse pour eux d'une simple question de courtoisie ; il faut également noter que de nombreux socios et supporters du Ceares le sont aussi du Sporting, ce qui devrait susciter un peu plus d'intérêt de leur part, puisque nous sommes la seconde équipe de Gijón. Quant à l'autre partie de votre question, et bien le fait d'être quelque peu différent crée beaucoup de curiosité, et nous distingue du reste des catégories footballistiques des Asturias (fédération et clubs), mais ça n'entraîne pas particulièrement de rejet, car il faut être conscient que hormis quelques « déshonorantes » exceptions, les clubs de 3^e division sont dirigés de façon désintéressée par des gens véritablement amateurs de football, qui oeuvrent pour lui sans aucune compensation. Nous avons aussi noté de l'intérêt et de la sympathie

chez de nombreux supporters du Sporting qui ne sont pas d'accord avec la conception mercantiliste du football moderne si répandue de nos jours. Cela dit, au niveau compétition et administration, nous fonctionnons aussi bien que n'importe quel club des environs, et nous participons à toute initiative favorisant le football de base, comme celle consistant à soutenir une revendication nationale des clubs de 3^e division, pour protester contre la prolifération des matchs télévisés qui tuent peu à peu la fréquentation des terrains de quartier. Et en ce qui concerne le fait d'être l'exception et non la norme, nous voudrions que ce soit le contraire, et que la campagne mondiale contre le football business se développe pour arracher définitivement le sport de la classe ouvrière des griffes du capitalisme. Ce qui est sûr, c'est que, même loin d'être idéales, ces initiatives ont un « goût » très particulier, qui rappelle un autre type de relations sociales plus humaines et solidaires que nous ferions bien de retrouver, en misant sur un changement social et populaire en marge du capitalisme.

CAP CIUDAD de MURCIA

Francisco Javier, 19 ans.

Branche professionnelle : Bâtiment CNT, Lorca

Club : supporteur du CAP Ville de Murcie.

Question : Pourquoi avoir opté pour la formule de l'actionnariat populaire, plutôt que

pour celle, classique, choisie par la majorité des clubs ?

Réponse : Parce que nous sommes convaincus que c'est la seule formule qui garantisse la stabilité et le maintien d'un projet sportif. Les clubs, exception faite du plus haut niveau et encore pas toujours, ont vécu au-dessus de leurs moyens, dépendant toujours d'un mécène, attendant toujours qu'un chef d'entreprise ou un politique en place subventionne les fins de semaine footballistique.

Cette époque est révolue : disparitions (de clubs), non-paiement des joueurs et du personnel technique, dettes atteignant des millions envers le fisc et la Sécurité sociale presque toutes causées par des caprices personnels... C'est là que l'actionnariat populaire implique directement la participation active de tous les adhérents, que ce soit au quotidien, comme pour toute prise de décision empêchant des orientations contraires à l'intérêt du club.

Question : Cette nouvelle formule est-elle compatible avec les souhaits de succès dans la compétition professionnelle ?

Réponse : Sans aucun doute, l'actionnariat populaire n'est pas incompatible avec les objectifs professionnels, il se contente simplement de situer ceux-ci à leur juste place, selon les possibilités réelles du groupe et jamais au-dessus.

Question: Pensez-vous qu'avec le temps cette formule puisse se développer ?

Réponse: Ça devrait être le cas, car c'est la seule solution pour la survie de centaines de clubs.

Question: En quoi, au quotidien, un club d'actionnariat populaire peut-il se différencier des autres ?

Réponse: Fondamentalement, par la multiplication des tâches bénévoles, ce qui rehausse l'implication de l'actionnariat. Dans la mesure de ses possibilités, chaque actionnaire consacre le temps nécessaire au club de manière altruiste, ce qui élimine certains coûts.

Question: Quels objectifs vous fixez-vous pour cette saison ?

Réponse: Le Ciudad a toujours été un club conquérant par nature, ses supporters aussi, ce qui implique que les objectifs seront : au point de vue sportif, l'ascension dans la division supérieure, et en ce qui concerne son fonctionnement interne, la croissance et le renforcement.

Question: Quel retentissement a eu votre projet dans la presse ?

Réponse: Il y a eu plusieurs périodes ; quand nous avons lancé le projet, la presse

écrite s'en est fait l'écho, mais ensuite il y eu des mois de silence total, bien que notre site web ait été de plus en plus fourni en contenu et informations. Par la suite, à notre retour de Manchester – vers avril – et avec le début du recrutement du staff technique et des joueurs, la presse écrite ainsi que les radios se sont intéressées au projet.

Question: Si je ne me trompe pas, l'association de supporters du club, les City Boys, a un poids important. Comment cela est-il perçu par le supporter de base et par la presse locale ?

Réponse: Depuis sa création et avec le temps, l'association City Boys s'est développée et son implication dans ce projet a été fondamentale, et on peut affirmer que sans ses membres elle n'aurait pu se réaliser. Le supporter de base voit ça de deux façons différentes, suivant qu'il est opposé au projet par scepticisme – bien qu'il finisse par l'accepter – ou qu'il soutienne ce projet du Ciudad, en sachant que les City Boys sont le moteur du soutien, dans les bons et les mauvais moments, grâce aux encouragements dont l'équipe a besoin quand ses forces faiblissent. C'est sans aucun doute le meilleur groupe d'animation du football régional. Pour la presse, c'est sûr qu'ils n'ont jamais été bien vus, mais nous croyons que c'est dû plus à des préjugés sociopolitiques qu'à une véritable connaissance du phénomène.

Question: En ce qui concerne votre projet, avez-vous un club de référence ?

Réponse: Sans hésiter : le FC United of Manchester ; ils ont ouvert la voie et nous suivons ce qu'ils font.

Question: Avez-vous des relations avec ceux qui comme vous, appréhendent d'une autre manière le monde du football ?

Réponse: Il ne peut en être autrement. Nous nous sommes rendus à Manchester pour voir, apprendre et faire connaître notre projet à tous les membres du FC United, nous restons en contact avec les membres du Ceares aux Asturies, avec le nouveau Palencia, ainsi qu'avec tout mouvement social qui reconnaît dans le football certaines valeurs, dépassant celles d'ordre purement financier. Le CAP Ciudad de Murcia est le seul en Espagne où les supporters utilisent cette forme d'organisation pour un club sportif de football, ces mêmes supporters qui ont dû subir d'innombrables fautes de comportement d'anciens dirigeants, qui préféraient, entre autres grands « exploits », dépenser l'argent du club pour leurs intérêts personnels.

Iván N.C. / journal CNT n°381

Traduit par Wally Rosell

Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste



Du primat de la lutte des classes



Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

DANS *Le Monde libertaire* n° 1741, le camarade Thierry, du groupe Germinal de la Fédération anarchiste (Marseille), a rédigé un article intitulé «Mon individualisme anarchiste», dans lequel il expose ses conceptions de cette vieille tendance de l'anarchisme dont il se réclame. Intéressant et impertinent («Voilà mon individualisme : un individualisme social à finalité communiste et égoïste», conclut-il), l'article n'en pose pas moins problème, notamment en ce qu'il exprime un certain refus de reconnaître la lutte des classes comme l'essence du processus révolutionnaire. Ainsi, dans l'appréhension de la société et de l'individu – et, donc, de la révolution sociale –, Thierry rejette-t-il le critère de classe, voué aux gémomies parce que, «construction idéologique», il «défini[rait] l'individu hors de lui-même». De là, Thierry affirme que lui importe moins le proléttaire que l'individu «qui désire s'émanciper des catégories où il, elle, se retrouve enfermé». En somme, l'anarchisme serait un positionnement de l'esprit, et il suffirait de le vouloir pour tendre vers lui ou en être.

L'anarchisme, un positionnement de classe
C'est là où, à mon sens, l'article de Thierry se trompe et fait fausse route, car l'anarchisme n'est pas un positionnement de l'esprit, mais

bien un positionnement de classe. Historiquement – et on n'a que trop tendance à l'oublier –, l'anarchisme est issu du socialisme, dont il est la seule réalisation pleine et entière. Et parce qu'il est social et socialiste, l'égalité économique est au cœur de sa lutte et de sa pensée. Dès lors, le critère de classe ne peut être que dominant dans sa vaste grille de lecture du monde (et de la révolution) : l'antagonisme de classe étant au fondement même de la société capitaliste – et demeurant le seul antagonisme que le capital ne parvient pas tout à fait à digérer –, il est indéniablement le moteur de la lutte et de l'avènement révolutionnaires. En quelque sorte, le prolétariat est une classe qui porte en elle la suppression de toutes les classes.

Affirmer ainsi le primat de la lutte des classes, ce n'est pas nier l'individu, c'est préciser lequel est potentiellement un sujet révolutionnaire. C'est, au final, simplement nier à la bourgeoisie toute capacité révolutionnaire sociale, c'est exclure le bourgeois du processus de renversement du monde, c'est affirmer que seul le proléttaire fera la révolution sociale, car ce sont ses intérêts à lui qu'elle propose de réaliser. Dire que l'anarchisme est un positionnement de l'esprit et non de classe, c'est accepter l'idée qu'il pourrait y



avoir parmi nous des bourgeois anarchistes (et il y en a, tant l'époque est à la confusion et à la perte des repères et identités de classe). Mais un bourgeois partisan de l'anarchisme ne sera jamais rien d'autre qu'un libéral, son «anarchisme» étant au mieux une coquetterie, au pire un ultralibéralisme sauvage à combattre avec véhémence. Considérer l'individu comme étant le fruit de lui-même et de sa pensée ne suffit pas – en plus d'être sociologiquement erroné. Il faut au contraire l'inscrire – au-delà de ce qu'il prétend être ou penser – dans les rapports de classe pour savoir la place qu'il y occupe. Car, de fait, celle-ci conditionne entièrement son rapport à la révolution sociale, dans son mouvement comme dans ses buts et réalisations.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que l'individu est prisonnier de ses origines sociales et que, né bourgeois, il restera sur le bas-côté quand viendra enfin la révolution. Au contraire, reconnaître la lutte des classes comme vecteur de bouleversement radical du monde, c'est aussi prendre conscience des rapports de domination – subie ou donnée, directement ou indirectement – dans lesquels on est de fait inscrit dès la naissance. En prendre conscience peut alors revenir à commencer à les refuser : le prolétaire cherchera la voie de son émancipation, le bourgeois voudra s'extraire de la domination qu'il exerce de par sa place dans les rapports de production. Il n'est pas impossible de se déclasser, et l'anarchisme l'a même plus ou moins théorisé, notamment via la valorisation du refus de parvenir.

Le capital, un rapport social

Au début de son article, Thierry déplore le fait que les anarchistes dits «classistes», au contraire des individualistes, résument les luttes sociales à des problèmes purement économiques, laissant peu de place aux autres types d'oppression. C'est mal connaître l'analyse de classe, ou être tombé sur les mauvais auteurs, que d'affirmer cela. Car reconnaître la lutte des classes et son primat sur les autres luttes – notamment sociétales –, ce n'est pas forcément se cantonner au champ économique. Karl Marx le disait lui-même, le capital n'est pas qu'un rapport économique, c'est avant tout un rapport social, qui contamine toute la société, et pas seulement les rapports de production. De fait, les dominations sont multiples : elles sont économiques, certes, mais aussi racistes, sexistes, etc. Or les anarchistes se lèvent contre tout asservissement ; ils aspirent à construire une société réellement émancipée, abolissant les rapports de domination où qu'ils se trouvent et se construisent. Dès lors, ils ne peuvent faire l'économie (sic) de l'analyse politique des autres types de domination dans la perspective de les combattre, au risque de les reproduire aujourd'hui dans leurs organisations et demain dans la société prévue révolutionnaire.

Mais la lutte contre ces dominations doit obligatoirement s'inscrire dans la lutte des classes (celle du prolétariat contre le capital) et l'engagement des anarchistes doit s'y faire à l'aune du critère «classiste», qui, au final, ne fait que poser la question : avec qui ?

Lutter contre le sexism, oui, mais avec qui ? Avec des femmes de la bourgeoisie ? Non. Le sexism aujourd'hui est en grande partie la reproduction des rapports de production dans les rapports entre les sexes. Alors, il ne suffit certes pas d'abolir le capitalisme pour en finir avec le sexism, mais le sexism ne pourra jamais être aboli si on n'en finit pas avec le capitalisme. Lutter avec la bourgeoisie pour l'émancipation des femmes n'est donc pas seulement une démarche interclassiste amenée à conforter les rapports de domination économique, c'est aussi, à terme, tout simplement contre-productif. Le primat de la lutte des classes, ce n'est donc pas l'abandon des luttes sociales non directement économiques, mais leur subordination au combat de classe, indispensable à leur orientation révolutionnaire.

L'individu anarchiste

Loin de condamner l'autonomie individuelle, l'anarchiste social, ou «classiste» (pour reprendre les termes de Thierry), la garantit au contraire en prônant la réalisation d'une autonomie collective. Penser l'individu dans le collectif et comme construction sociale, ce n'est pas le nier, c'est juste le concevoir pleinement dans son rapport au monde et, ainsi, dans son rapport au mouvement d'émancipation, en grande partie déterminé par le critère de classe. Pensé autrement, l'individu n'est qu'une abstraction incapable de construire quoi que ce soit, sinon d'autres abstractions ; ce qui, au final, serait la meilleure façon de le nier... G.G.

L'intersectionnalité des luttes

Cet article se veut une introduction sommaire au concept d'intersectionnalité, outil pour analyser la manière dont les différents systèmes d'oppression s'articulent et se renforcent mutuellement et ce que cela implique dans l'organisation politique de la lutte. Loin de la prétention de présenter un panorama exhaustif du sujet, le but est plutôt d'offrir quelques éléments afin d'inviter à des lectures plus poussées parmi la vaste littérature existante et à l'approfondissement d'une réflexion qui ne peut qu'enrichir nos perspectives libertaires.



Photo de Diana Davies.

LE PLUS SIMPLE, pour commencer, est d'effectuer un retour historique partiel sur le mouvement au sein duquel l'idée et la pratique intersectionnelles prennent racine : le Féminisme noir aux États-Unis.

Retour historique

L'an 1851 est en la matière reconnu comme date symbolique de l'affirmation d'une problématique spécifique aux femmes noires. Lors de la Convention des droits des femmes dans l'Ohio, Sojourner Truth, ancienne esclave, prononce un discours resté célèbre intitulé « Ain't I a Woman? » (« Ne suis-je pas une femme? »), qui met en lumière la différence de vécu entre les femmes blanches et noires, ces dernières n'étant pas concernées par le paternalisme contre lequel luttaien les blanches, mais subissant une violence accrue : « Cet homme-là dit que les femmes ont besoin d'être aidées pour monter en voiture, et qu'on doit les porter pour passer les fossés, et qu'on doit leur céder les meilleures places partout. Personne ne m'aide jamais à monter en voiture, ou à passer les fossés, ou ne me

donne une meilleure place ! Ne suis-je pas une femme? [...] Je pouvais travailler autant qu'un homme, et manger autant qu'un homme – quand j'avais assez à manger – ainsi que supporter le fouet tout autant. Ne suis-je pas une femme? J'ai mis au monde treize enfants, et vu la plupart d'entre eux être vendus comme esclaves... »

En 1894, un conflit emblématique oppose Frances Willard, féministe blanche et suffragette, à Ida B. Wells, journaliste, féministe et activiste du mouvement des droits civiques, qui lui reproche de véhiculer dans sa croisade contre l'alcool des stéréotypes racistes justifiant les lynchages en présentant les hommes noirs comme des violeurs en puissance particulièrement dangereux menaçant les femmes blanches, symboles d'innocence et de pureté. La dégradation progressive des rapports entre féministes noires et blanches, dont cet épisode n'est qu'un exemple, ainsi que la marginalisation des femmes de couleur et de leurs luttes propres au sein du mouvement féministe marqué par une forte hégémonie blanche entraîne la naissance dans les années 1970 et

1980 des mouvements Black Feminist puis Womanist (que nous ne détaillerons pas dans ce texte), qui correspondent à l'affirmation des femmes noires sur le terrain politique.

L'un des textes pionniers du Black Feminism, par Mary Ann Weathers, paraît en 1969 : « An argument for Black women's liberation as a revolutionary force » (« Un argument pour la libération des femmes noires en tant que force révolutionnaire »). En 1970, la Third World Women's Alliance (Alliance des femmes du tiers-monde) publie le Black Women's Manifesto, affirmant la spécificité de l'oppression dirigée contre les femmes noires ; la National Black Feminist Organization est fondée en 1973 à New York. Deux ans plus tard, à partir de la section de Boston, naît le Combahee River Collective, groupe féministe lesbien résolument anticapitaliste qui publie de nombreux essais d'analyse enrichissant les Women's Studies, jusqu'alors reflets quasi exclusifs des perspectives de femmes blanches. En 1981 paraît un ouvrage majeur : Femmes, race et classe, d'Angela

Volta

Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste

Davis, travail sur l'histoire du mouvement féministe noir, analysant notamment les contradictions racistes et antagonismes de classe au sein des mouvements féministes blancs. Elle y offre une nouvelle démonstration de la différence de vécu induite par l'articulation des oppressions de sexe, de race et de classe notamment à travers l'exemple des femmes de couleur pauvres qui étaient la cible de campagnes de stérilisation contraintes au début des années soixante-dix, alors que le mouvement féministe blanc se concentrerait quasi exclusivement sur la revendication du droit à l'avortement.

Propositions de définition

L'Intersectionnalité naît donc de la nécessité pour les femmes noires d'analyser leur situation sociale, au croisement des oppressions de race, de genre et de classe, afin de pouvoir s'organiser politiquement sur cette base pour mener leurs luttes. Cependant le terme en lui-même n'apparaît qu'en 1991 sous la plume de Kimberlé Williams Crenshaw, universitaire spécialisée dans les questions de race et de genre et notamment de leurs liens avec la loi, dans un article intitulé «Cartographie des marges : Intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur», paru dans *The Public Nature of Private Violence*. Elle y décrit «l'intersectionnalité structurelle» comme «la manière dont le positionnement des femmes de couleur, à l'intersection de la race et du genre, rend notre expérience de la violence conjugale, du viol et des mesures pour y remédier qualitativement différente de celle des femmes blanches». «L'intersectionnalité politique» est «la marginalisation de la question de la violence contre les femmes de couleur induite par les politiques féministes et antiracistes».

Crenshaw écrit que «les recoulements évidents du racisme et du sexism dans la vie réelle - leurs points d'intersections- trouvent rarement un prolongement dans les pratiques féministes et antiracistes». Le terme qui au départ était comme on le voit descriptif, analytique, est étendu dans son utilisation pour désigner la pratique politique volontariste, menée par celles se situant socialement aux intersections, pour faire entendre et prendre à bras-le-corps leurs problématiques propres. L'Intersectionnalité est donc utilisée pour qualifier a posteriori la démarche Black feminist des années soixante-dix et 80, ainsi que sa continuation. Par ailleurs l'intersectionnalité structurelle est utilisée pour prendre en compte dans l'étude des rapports sociaux, en plus de l'intersection des oppressions raciste, sexiste et de classe, d'autres systèmes oppressifs, (comme l'hétéronormativité, le validisme, la cismorativité, l'oppression subie par les personnes immigrées ou sans papiers, etc) et certains des groupes concernés appliquant une démarche politique analogue se revendiquent de l'intersectionnalité. Afin de clarifier ce que l'on entend par intersectionnalité, il convient donc de distinguer l'intersectionnalité structurelle

et l'intersectionnalité politique, faits sociaux décrits par Kimberlé Crenshaw, et ce qu'on pourrait appeler (en attendant mieux?) la démarche politique intersectionnelle c'est-à-dire la pensée, l'action, l'organisation politique spécifique de groupes se situant à l'intersection de plusieurs systèmes d'oppressions, qu'ils utilisent ou non ce terme.

De l'utilisation du concept

Autant que l'on puisse en juger, l'intersectionnalité nous est parvenue par le biais universitaire et a donc été utilisée dans un premier temps par des cercles militants proches de ce milieu. Le fait que des élites intellectuelles (majoritairement blanches et issues des classes moyennes et supérieures) se soient appropriées le concept avant qu'il ne soit vulgarisé a entraîné un appauvrissement important de son intérêt politique, et une compréhension de l'intersectionnalité largement amputée voire en contradiction complète avec ce pourquoi elle a été développée. En effet, l'intersectionnalité a été coupée de son histoire, de son ancrage dans les luttes sociales spécifiques des femmes noires américaines. Nous allons tenter d'énumérer certaines des (pré) conceptions dépolitisantes et confusions courantes à ce sujet.

L'une des plus frappante est la tendance de ces élites intellectuelles/militantes à évincer la dimension raciale de l'intersectionnalité; ce qui est tout de même un comble... Surtout quand cela leur permet, forts du prestige imaginaire que leur confère l'usage d'un terme à consonance radicale, de faire preuve de paternalisme vis-à-vis de militants de couleur en reprochant par exemple à des collectifs antiracistes de ne «pas être assez intersectionnels». Cette tendance surfe sur une attitude qui fait de l'intersectionnalité une identité politique comme une autre, dans un but d'auto-valorisation. Autrement dit, un accessoire langagier du dernier chic pour gauchiste surdiplômé mal à l'aise avec la gestion de ses priviléges.

D'autres militants font une confusion entre intersectionnalité et nécessité de prendre en compte les différents systèmes d'oppression dans chaque axe de lutte. En effet, il faut considérer le combat contre le patriarcat et le racisme comme faisant partie intégrante de la lutte de classe; la lutte féministe doit rester extrêmement vigilante concernant le racisme (pour ne pas laisser le champ libre aux récupérations féminonationalistes par exemple) et rejeter l'interclassisme. Mais si cela devrait certes être une évidence pour tout militant révolutionnaire, il est beaucoup trop réducteur de considérer que c'est cela l'intersectionnalité.

Enfin, certains assimilent l'intersectionnalité à la convergence des luttes, alors que son but sur le plan politique est précisément de répondre à l'écrasement des groupes sociaux se trouvant aux intersections dans le cadre de ces convergences, qui se font en général au bénéfice des plus privilégiés qui y conservent

une position hégémonique. Je précise pour terminer là dessus que le but de ces critiques n'est pas de défendre une vision exacte ou historique de l'intersectionnalité; les concepts voyagent, évoluent, sont adaptés à différentes perspectives de lutte et en viennent souvent à ne plus vraiment correspondre aux définitions originelles. Cependant il peut être utile de pointer du doigt les récupérations quant elles ne vont pas dans le sens d'une extension positive de l'usage, mais d'un appauvrissement politique.

Pourquoi s'intéresser à l'intersectionnalité en tant qu'anarchistes?

Nous attacher à comprendre l'intersectionnalité structurelle est un moyen utile de renouveler notre analyse et de mieux comprendre l'articulation des dominations, des systèmes oppressifs dont nous voulons la destruction.

Prendre en compte l'intersectionnalité politique dans nos dynamiques de lutte peut nous permettre de mieux combattre les rapports sociaux oppressifs qui les gangrènent et nuisent directement à notre efficacité politique.

Enfin, cela nous amène à prendre la pleine mesure de la nécessité pour les groupes concernés de construire une démarche politique spécifique, et à leur manifester notre solidarité, en questionnant sérieusement nos priviléges tout en travaillant collectivement à briser les croyances en la qualité universelle de certains vécus sociaux.

À l'heure où certains semblent désespérer de parvenir à bousculer la stagnation d'un mouvement ultra-minoritaire, relativement homogène socialement et qui peine à s'ouvrir, ce travail pourrait être un préalable ou constituer une partie d'une nouvelle dynamique collective. Il va s'en dire que chacun des points soulevés dans cette conclusion pourraient faire l'objet d'un développement à part entière... Des traductions de travaux menés sur ces sujets par des camarades sont en cours, et devraient nous aider à combler en partie notre retard!

V.

Sur le mouvement féministe Noir aux États-Unis, voir l'ouvrage d'Elsa Dorlin Dir., *Black feminism, Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, l'Harmattan, Paris, 2008, 260p.

Je tiens également à mentionner Joao Gabriell dont j'ai repris des arguments dans l'écriture de cet article



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »

Rudolf Rocker

Penseur et praticien de l'émancipation sociale

Charles Jacquier

PUBLIÉ EN JANVIER 2001, le premier numéro du «bulletin de critique bibliographique» À contretemps affirmait d'emblée sa volonté «de partir de l'écrit et d'y revenir, en renouant avec cette pensée critique qui fait tant défaut». Un beau programme parfaitement, et lapidairement, défini à l'encontre des tares, qui allaient crescendo depuis les années 1980, d'un siècle commençant. Treize ans plus tard, et après quarante-huit numéros parus, il tire aujourd'hui sa révérence avec un fort copieux et substantiel numéro sur l'anarchiste allemand Gustav Landauer (1870-1919), laissant un vide que l'on ne remplacera pas facilement – si tant est que ce soit possible. Décidément, les temps ne sont guère cléments pour ceux qui s'obstinent dans la culture de l'écrit et dans la critique sociale.

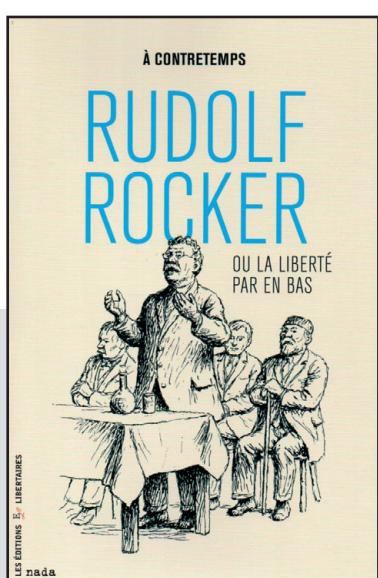
Heureusement, on n'en a pas encore tout à fait fini avec À contretemps qui poursuit sa route, d'une autre manière, avec une collection éponyme de livres aux Éditions libertaires, et, pour le présent volume, en coédition avec une nouvelle maison, Nada, en reprenant, et en complétant, des articles et des dosiers parus auparavant dans la revue.

Après un recueil sur l'Espagne, évidemment rouge et noire, en 2009 et un autre sur «trois écrivains de l'éveil libertaire» (Stig Dagerman, Georges Navel, Armand Robin) en 2011, À contretemps revient, avec ce nouveau volume, sur la figure méconnue de l'anarcho-syndicaliste allemand Rudolf Rocker (1873-1958).

En effet, en dehors d'un numéro ancien de la revue Itinéraire, aucun ouvrage en français ne proposait une synthèse sur la vie et l'œuvre de ce militant ouvrier allemand de premier plan dont seuls trois livres sont actuellement disponibles en français : Les Soviets trahis par les bolcheviks (Spartacus, 1998), Nationalisme et culture (Éditions libertaires/Éditions CNT-RP,

2008) et Théorie et pratique de l'anarcho-syndicalisme (Aden, 2011).

Né à Mayence dans une famille catholique, orphelin à 13 ans, Rudolf Rocker fut d'abord mousse durant quelques mois avant d'apprendre le métier de relieur. D'abord social-démocrate, il fut exclu du parti après le congrès de Halle (1890). L'année suivante, il assista au congrès socialiste international de Bruxelles et y fit la connaissance de l'anarchiste allemand Karl Höfer. Revenu à Mayence, il milite dans un groupe anarchiste clandestin et, repéré par la police, doit s'exiler en France. Durant le «temps des bombes», il comprend la révolte des propagandistes par le fait mais condamne la violence aveugle d'un Émile Henry : «Entre l'anarchisme et le terrorisme, écrit-il, il n'existe aucun point commun. L'un et l'autre sont absolument antinomiques. Ce qui distingue l'anarchisme de toutes les autres tendances du socialisme, c'est l'idée qu'on ne peut pas obliger par la violence les hommes à choisir la liberté.» À la suite de l'attentat de Sante Caserio contre le président Sadi Carnot, le 24 juin 1894, une vague de répression sans précédent toucha les milieux anarchistes tandis que le travail venait à manquer pour Rocker. Il quitta donc Paris pour Londres, considéré alors comme une terre d'accueil, le 31 décembre 1894. Dans la capitale britannique, il devint, bien que non-juif, l'un des principaux animateurs du mouvement ouvrier juif. Interné durant la Première Guerre mondiale comme ressortissant ennemi, il ne revint en Allemagne qu'en 1918. Il se consacra alors à la construction d'un syndicat anarchosyndicaliste, la Freie Arbeiterunion Deutschlands (FAUD), et à la création de la deuxième Association internationale des travailleurs. Celle-ci, fondée à Berlin (25 décembre 1922-2 janvier 1923) sur des principes fédéralistes et libertaires, regroupait les syndicats de onze pays d'Europe et d'Amérique

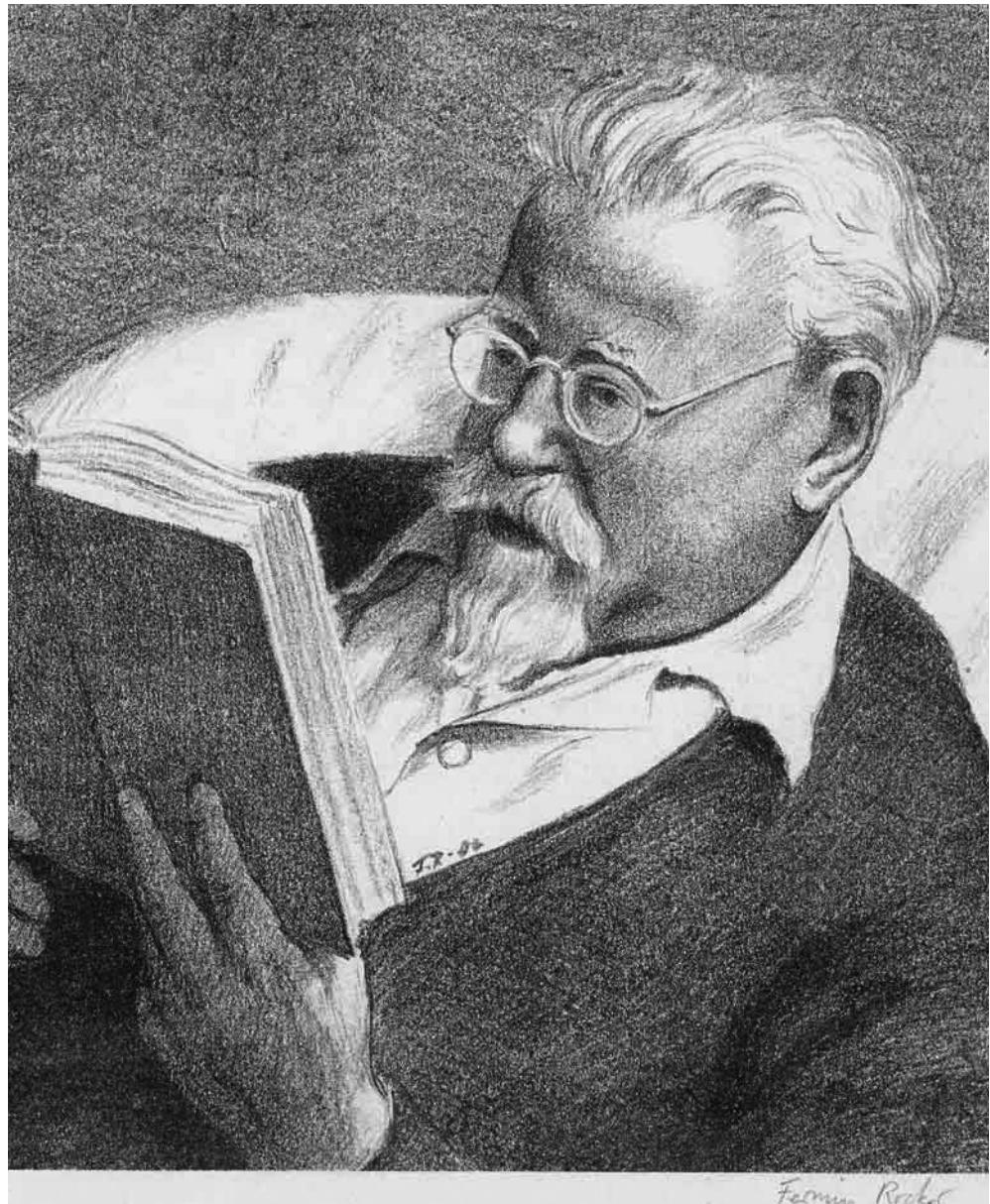


«À contretemps», Rudolf Rocker ou la liberté par en bas, Éditions libertaires et Éditions nada, 2014, 300 p., 18 euros.

latine, dont les plus importants étaient la CNT (Espagne), la Fora (Argentine) et l'USI (Italie). Rocker en fut le secrétaire international aux côtés d'Augustin Souchy (1892-1984) et d'Alexandre Shapiro (1882-1946). Exilé d'Allemagne en 1933, puis réfugié aux États-Unis, il se consacra à soutenir la CNT-FAI durant la guerre d'Espagne. Favorable à l'entrée en guerre de son pays d'accueil, il écrivit dans ses Mémoires : « Je désirais la défaite de l'Allemagne, non que les défauts, les contradictions et les injustices inhérentes au système capitaliste me fussent soudainement devenus sympathiques, mais simplement parce que je n'avais pas perdu le sens des proportions. »

Divisé en trois parties (« Mémoires d'anarchie », « Penser l'émancipation », « Addenda »), l'ouvrage alterne textes inédits, ou peu connus, de Rocker lui-même et études inédites des maîtres d'œuvre de ce volume (Gaël Cheptou et Freddy Gomez) pour les deux premières. Il propose d'abord une esquisse biographique du parcours de Rocker – « apatrie conséquent » – à partir de ses Mémoires, jamais traduites en français, dont de nombreux extraits sont utilisés. En effet, cette autobiographie dépasse le cadre personnel pour « livrer une véritable histoire de l'internationale libertaire de son temps ». Cette biographie est complétée par une traduction des pages que Rocker consacra à ses années parisviennes, de 1892 à 1894, et à un hommage à sa compagne, Milly Witkop (1877-1955), avec un texte de Rocker lui-même, écrit au lendemain de sa mort pour Solidaridad Obrera, et, un autre d'elle, au ton personnel, évoquant Kropotkin. Cette rencontre dépasse, là aussi, le strict cadre de la vie privée. En effet, Milly Witkop était née en Ukraine et, exilée à Londres où elle rencontra Rocker, elle militait activement dans le mouvement ouvrier juif de la ville. Son compagnon, bien que non-juif, s'engagea à ses côtés, apprit le yiddish et prit une place de premier plan dans la presse et le syndicalisme ouvrier juif.

La seconde partie (« Penser l'émancipation ») présente la traduction d'un texte de Rocker de 1948 sur « l'un des militants les plus marquants du syndicalisme révolutionnaire allemand », Fritz Kater (1861-1945), accompagné d'un appareil critique conséquent s'articulant entre notes classiques de bas de page et « scolies » de Gaël Cheptou en fin de texte – le tout complété par des notices biographiques sur les militants cités. Cet ensemble constitue une précieuse contribution à l'histoire d'un mouvement très mal connu en France. L'article suivant, dû également à Gaël Cheptou, s'intéresse à l'évolution de Rocker après la Deuxième Guerre mondiale dans une période de recul général du mouvement libertaire. Celui-ci, doutant alors de l'anarcho-syndicalisme, explora d'autres pistes pour penser une possible émancipation, adoptant un certain révisionnisme libertaire que d'aucuns qualifièrent de « libéralisme d'avant-garde », mais avec le souci constant, tout au long de son itiné-



Fermin Rocker

taire, que « la liberté [vienne] par en bas ». À cet égard, il serait intéressant de comparer les idées d'après-guerre de Rocker avec celle d'un André Prudhommeaux qui avait sévèrement condamné son ralliement à la cause des Alliés contre le nazisme et son abandon des principes anarchistes, mais adopta également dans les années 1950 un révisionnisme libertaire mûti par libéralisme.

Enfin l'« Addenda » propose quatre textes de Rocker, entre 1920 et 1953, concernant le système des soviets, les « actes isolés » qui « ne peuvent servir de base à un mouvement social », le nationalisme et, enfin, « les aléas de la révolution ». L'ensemble est complété par de minutieux et précis « repères biographiques », un index des noms propres et quelques illustrations, notamment des dessins du fils de Rudolf et Milly, Fermin Rocker.

Cet ouvrage sera désormais indispensable à tout lecteur francophone désireux d'en savoir plus sur Rudolf Rocker lui-même qui fut « une des têtes les plus claires et les mieux faites du mouvement anarcho-syndicaliste au xx^e siècle », mais aussi sur le mouvement anarcho-syndicaliste allemand – ce grand oublié de l'histoire

des courants révolutionnaires. L'un de ses principaux mérites fut, très tôt, du sein de La Mecque de la social-démocratie internationale, de dénoncer les idées et les pratiques du socialisme d'État et de se poser en alternative libertaire pour la construction d'un socialisme ouvrier par en bas.

Revenant sur le parcours de Gustav Landauer, Rocker avait écrit que celui-ci savait que « la dictature est le moins adapté de tous les moyens pour donner naissance à une nouvelle communauté humaine ». Alors que s'approche le temps des catastrophes annoncées, la leçon de Rocker mérite d'être retenue afin d'en revenir aux véritables fondements de l'émancipation sociale.

CJ.

Pour approfondir, lire : « Rudolf Rocker et la position anarchiste devant la guerre », Le Réveil anarchiste, février 1946 : revueagone.revues.org/604. Consulté le 6 juin 2014.

« Avant-propos » de Miguel Chueca à Rudolf Rocker, *La Tragédie de l'Espagne*, Éditions CNT-RP, 2006, page 18.

Le Musée du soir

De la pierre humide à Internet

Itinéraire de deux éditeurs-imprimeurs bénévoles

« Il est temps que le travailleur laisse de côté sa timidité ordinaire et se décide à produire lui-même ses observations et ses idées par la plume comme par la parole. »

Eugène Varlin (1839-1871)

Jean-Dominique Gautel

DE 1957 À 1968, les frères Berteloot, mineurs de fond dans le Nord, ont animé et imprimé la revue *Le Musée du soir*. Ils animent aujourd’hui l’Association pour la promotion de la littérature ouvrière (Aplo), qui possède son site sur Internet.

Le Musée du soir

C'est, à l'origine, une expression utilisée par Gustave Geffroy, journaliste et critique d'art à la fin du XIX^e siècle¹. Le terme en a été repris par Henry Poulaille, en hommage à Geffroy, pour désigner ce singulier lieu de rencontre, bibliothèque, lieu de discussion, ouvert de 1934 (après le 6 février, ce qui n'est pas un hasard) à 1940 (pour les raisons qu'on imagine), que Poulaille créa avec, entre autres, le charpentier-écrivain René Bonnet et Paul A. Loffler²...

En juin 1954, deux bouquinistes, Ferdinand Teulé et Louis Lanoizelée, reprennent le titre, avec l'accord de Poulaille, et sortent le n° 1 (et unique) de la première série de la revue *Le Musée du soir* littéraire et artistique avec, à la une, un vibrant hommage de Poulaille à Marcel Martinet. Trois séries suivront, la seconde animée par Hector Clara, la troisième par René et Paul Berteloot, ouvriers mineurs du Nord qui prendront la « relève » pour la série suivante (de 1957 à 1962) encouragés en cela par René Bonnet et Constant Malva. Suivra une « nouvelle » (et dernière série), de 1966 à 1968. Ils avaient déjà à leur actif une petite revue ouvrière, qui n'a pas dû dépasser les quatre numéros – intitulée *Par le livre et la plume* – avec la complicité d'un autre ouvrier mineur, Ignace Flaczynsky³.

Pour ce faire, ils ont d'abord utilisé les techniques « rudimentaires » de la pierre humide et du nardigraphie (occasion pour le lecteur d'enrichir son vocabulaire en matière d'imprimerie) avant que Louis Lanoizelée ne

les aide à se procurer une machine plus sophistiquée : « Une presse à épreuves et quelques polices de caractères Sudel. Marché conclu à bon prix. La sortie du Musée du soir en typo fut un événement, pour Paul et moi. Que d'heures passées à composer à la main, tirer à la main, puis distribuer les caractères sans traîner pour pouvoir composer de nouveau. Ceci dans notre chambre. Les feuilles fraîchement imprimées séchaient sur le lit. »

Littérature prolétarienne

Durant douze ans, les frères Berteloot vont consacrer leur énergie à maintenir vivante cette « tradition » de la littérature prolétarienne, bien que celle-ci ne soit plus guère de mise en ces années d'après-guerre : prédominance du Comité national des écrivains (« Il manquera toujours un A à votre nom », disait « spirituellement » Louis Aragon à Michel Ragon), influence de l'existentialisme à la sauce Sartre, puis nouveau roman façon Robbe-Grillet. Pourtant, de nombreuses revues, plus ou moins éphémères, ont tenté de maintenir le cap : *Les Cahiers du peuple* (Michel Ragon) qui fusionneront avec *Peuple* et *Poésie* de Jean l'Anselme, *Peuple et Culture* (Benigno Cacères), *Après l'boulot* (Maurice Lime, hélas doriotiste notoire), *Faubourgs*, qui se veut dans la continuité des *Cahiers du peuple*. Une étude serrée de toutes ces revues serait certainement très profitable.

La plupart des numéros du *Musée du soir* se divisaient en plusieurs rubriques ; poèmes (Jules Mougin, Francis André), textes et récits (René Bonnet, Constant Malva, René Berteloot lui-même), études et documents (Poulaille, Loffler, Malva, Ragon...). En tout, une quarantaine de collaborateurs, bénévoles bien évidemment. Et n'oublions pas les deux « suppléments », l'un dû à Hem Day : *Essai d'une bibliographie consacrée à la mine et aux mineurs*, l'autre dû à Paul Feller : *Nécessité, adolescence et poésie* (11 fascicules, 326 pages, pré-

face de Poulaille: «Le droit à l'établi»). Malgré ses qualités, Le Musée du soir, comme beaucoup de revues ouvrières, a eu du mal à atteindre son public: à peine plus d'une centaine d'abonnés (relativisons quand même: Jean Schlumberger confiait à Michel Ragon que la prestigieuse NRF, après trois ans d'existence, n'atteignait qu'à peine elle aussi la centaine d'abonnés⁴). Rien de surprenant, en ce cas, à la lecture de l'avant-dernier numéro, «Les raisons d'un silence»: «Nos difficultés permanentes et de tous ordres, combien de fois ne les avons-nous pas répétées? [...] Que quelques abonnés négligent de verser leur souscription, et nous voilà dans l'impossibilité de payer l'imprimeur⁵. [...] La parution de chaque cahier exige un travail que nous faisons de bon cœur, mais en plus de notre gagne-pain; nous ne sommes à l'abri ni de la lassitude, ni de la maladie, ni de l'imprévu. [...] Il faut savoir qu'aucune organisation politique ou religieuse, ou quoi que ce soit, ne contrôle ni n'inspire notre publication.» La revue cessera sa parution en décembre 1968. Mais, notera Vital Broutout: «La tentation est grande de citer tout ce que Le Musée a non pas engendré, mais suscité, je ne sais si l'ouvrage de Michel Ragon⁶ s'est donné cet objectif, mais je serais tenté de le croire, tant cet ouvrage me fait penser au lac où aboutissent les mille et une sources de l'écrit prolétarien⁷.» Autre «lac», bien proche du Musée du soir dans l'esprit, les éditions Plein-chant d'Edmond Thomas qui continue inlassablement depuis 1970 son grand œuvre d'éditeur-imprimeur et qui mériterait sans aucun doute une grande et belle page dans ce journal, ne serait-ce que pour sa collection «Voix d'en bas» ou Les Cahiers Henry Poulaille. Tout un programme!

Et maintenant? «Deux déménagements, dit mélancoliquement René Berteloot, valent un incendie.» Il y a encore trois mois, les frères Berteloot ne disposaient plus d'un seul exemplaire de leur revue. La collection se complète peu à peu, avec un double but: regrouper l'ensemble (vingt-six numéros), pour leur satisfaction (c'est leur travail d'après le travail), puis aussi regrouper les numéros en un ou plusieurs lieux, de manière à ce que les chercheurs ou simplement les curieux n'aient pas à faire ce bizarre tour de France ou d'Europe des particuliers ou des bibliothèques (BNF, Roubaix, Strasbourg, Troyes, Bruxelles, Genève et autres. La palme à ce conservateur de bibliothèque qui a répondu: «Il n'y a pas de ça chez-moi»). Notre mémoire s'éparpille! À croire qu'on veut nous fabriquer, sciemment ou non, un Alzheimer prolétarien... À quoi peut bien servir le dépôt légal en trois exemplaires? Paul Berteloot a son idée sur la question: «Je dis que je suis sérieux quand je parle de censure, dans les années 1950, parce que, peu après notre première déclaration d'édition au dépôt légal, nous fûmes, René et moi, convoqués à la sous-préfecture de Douai, où deux agents des Renseignements généraux nous ont soumis à un interrogatoire en règle sur la raison de notre publication, son éventuelle connotation politique, ou syndicale, si nous-mêmes fréquentions ou même avions des contacts avec une

GUSTAVE GEFFROY

MUSÉE DU SOIR

AUX QUARTIERS OUVRIERS

LE TEMPLE. LE MARAIS. LE FAUBOURG-SAINT-ANTOINE.
QUESTION D'ART. — QUESTION DE TRAVAIL.



1051

10°

10°

COLLECTION DE BROCHURES
Éditées par André Marty,
17, rue de Rome, Paris

quelconque organisation anarchiste, etc. Il faut croire que cela nous a quelque peu marqués, puisque je m'en souviens encore, très précisément.» Il est vrai, de toute façon, que depuis la thèse de René Bianco (1987) Le Musée du soir est estampillé «périodique anarchiste», ce qui semble ne troubler que très modérément le sommeil des frères Berteloot!

Et maintenant encore? Nos deux retraités ont créé l'Apolo⁸. L'association a, comme il se doit, son site Internet et propose divers «services»: entre autres un répertoire des écrivains ouvriers, un forum de discussion qui permet de débattre sur la littérature prolétarienne. Un Musée du soir, tel que le rêvait Poulaille, pour lequel il n'y aurait pas à pousser les murs pour accueillir tout le monde; un moyen de fédérer tous ceux pour qui le terme de littérature prolétarienne a encore un sens: des ouvriers, des prolétaires (et, de nos jours, le terme de «proléttaire» a évolué, certains portent col blanc, mutation sociologique oblige) qui ont écrit, écrivent et écriront. Comment définir un écrivain prolétarien? Hier? Et aujourd'hui? Autant de questions qui restent d'actualité!

Salut fraternel, en tout cas, aux frères Berteloot, au Musée du soir et à l'Apolo. **J.-D. G.**

N.B. Pour de plus amples informations sur les noms cités, consulter L'Histoire de la littérature prolétarienne, de Michel Ragon et/ou le «Maîtron en ligne», ou, à défaut, le Dictionnaire des écrivains prolétariens de Thierry Maricourt. Les citations des frères Berteloot proviennent d'une correspondance privée; elles sont publiées avec leur accord. Toute réaction à cet article sera la bienvenue: le lecteur pourra envoyer un courriel à l'adresse suivante: jdgaute@laposte.net

1. «Musée du soir aux quartiers ouvriers», article de Geffroy consultable sur le site Gallica de la BNF.

2. Voir l'article de Christian Porcher: «Le Musée du soir, un lieu de culture prolétarienne», revue Itinéraire n° 12, consacrée à Henry Poulaille.

3. Une biographie à faire!

4. Michel Ragon, *D'une berge à l'autre*.

5. À partir de 1966, l'impression de la revue a été confiée à un imprimeur.

6. Il s'agit de L'Histoire de la littérature prolétarienne, Albin Michel, 1974.

7. Introduction à Littérature prolétarienne en Wallonie, Plein-chant, 1985.

8. Litteratureouvriere.fr

La gauche et les mâchoires du piège néoconservateur

Vers l'extrême de Boltanski et Esquerre

Philippe Corcuff

Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

LUC BOLTANSKI EST un des sociologues vivants, au long parcours intellectuel commencé auprès de Pierre Bourdieu, les plus originaux sur la scène internationale aujourd'hui.

Boltanski : sociologie et engagement

Boltanski a coécrit quelques articles importants avec Bourdieu dans sa revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, comme «Le titre et le poste : rapports entre le système de production et le système de reproduction» (mars 1975) ou «La production de l'idéologie dominante» (juin 1976). Il a contribué à renouveler l'approche sociologique des classes et des groupes sociaux dans le sens d'une plus grande part donnée aux logiques de construction socio-historique par rapport à l'objectivité des intérêts, avec *Les Cadres. La formation d'un groupe social* (1982). Il a fortement participé à ouvrir le nouvel espace d'une sociologie pragmatique plus attentive aux capacités des individus, dans *L'Amour et la justice comme compétences*. Trois essais de sociologie de l'action (1990) et, avec Laurent Thévenot, *De la justification. Les Économies de la grandeur* (1991). Il s'est déplacé ensuite vers la critique des nouvelles modalités prises par le capitalisme, dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme* (1999), en collaboration avec Ève Chiapello. Plus récemment, il a produit un des livres de sociologie les plus stimulants de ce début de XXI^e siècle, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation* (2009), où il redessine les voies d'une nouvelle sociologie à la fois pragmatique et critique.

Il vient d'écrire avec le sociologue Arnaud Esquerre un petit livre inhabituel, que ses auteurs présentent comme une «analyse engagée» : *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite* (Éditions Dehors). Il s'agit de se confronter à «une situation politique exceptionnelle». Nous approcherions d'un «seuil catastrophique», où «l'initiative appartient entièrement

à une droite fascinée ou médusée par ses extrêmes». La plus grande nouveauté ne viendrait pas de l'extrême droite, qui révèle encore beaucoup de relents des années trente, mais de la gauche : «Certains intellectuels issus de la gauche ont en effet [...] permis l'émergence de convergences dont l'ambiguité fait la force, comme en témoigne leur audience dispersée entre l'extrême droite et la gauche dite radicale.» Boltanski et Esquerre ne citent aucun nom, mais on reconnaît sans peine Alain Finkielkraut, Christophe Guilluy, Laurent Bouvet ou Jean-Claude Michéa, qui ont alimenté ces dernières années des intersections périlleuses avec les thèmes néoconservateurs, sans les dérapages xénophobes (hors Finkielkraut) des Dieudonné, Soral et autres Zemmour.

Radiographie d'une structure idéologique néoconservatrice

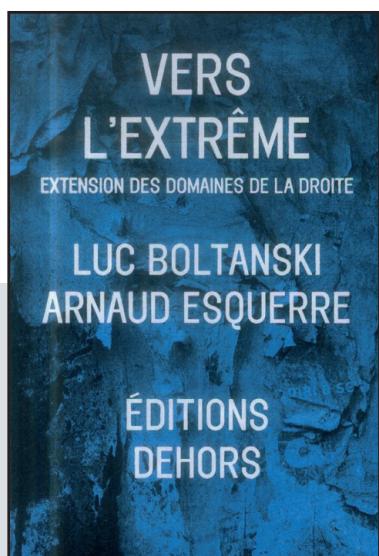
Vers l'extrême identifie de manière épurée les arêtes d'une idéologie néoconservatrice en train, subrepticement, de se mettre en place grâce aux apports non coordonnés d'essayistes et d'intellectuels situés dans différents secteurs du champ politique. Il procède un peu à la manière d'un Claude Lévi-Strauss face aux mythes des sociétés les plus anciennes.

Synthétisons quelques traits significatifs du néoconservatisme montant :

- l'opposition des «bobos» (dénomination sociologique incontrôlée et extensible à souhait) pervers, car baignant dans «le libéralisme culturel», au «vrai peuple» authentique;

- la purification du «vrai peuple» de ses éléments supposés allogènes : les Arabes et les musulmans, les Noirs, les Roms, les homosexuels et les lesbiennes, les assistés, les femmes féministes, les femmes voilées, les délinquants, etc.;

- un «vrai peuple» nécessairement national et français opposé à l'Europe et au monde, susceptible de se rassembler autour du mot



Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême : extension des domaines de la droite*, Éditions Dehors, 2014, 300 p., 18 euros.

d'ordre « produire français » ;

– « l'obsession de l'identité », surtout sous « la forme négative et quasi apocalyptique » de « la perte d'identité » comme de la stigmatisation de certaines identités constituées comme menaçantes (l'islam tenant, de ce point de vue, le pompon) ;

– la déconstruction de certains traits de l'humanisme de gauche au nom de la lutte contre « la pensée unique » et le « politique correct » ;

– la prétention d'incarner la vraie critique du « système » (notion floue mais attractive pour les diverses rebellitudes) ;

– la réassociation récente des « juifs » au « système » honni, réactivant un antisémitisme traditionnel.

La politique émancipatrice en panne ?

Face à cette situation piégeante, la gauche de gouvernement et ses affidés ne sont guère au rendez-vous, car ils ont souvent procédé à « des glissements à droite, comme pour en limiter la poussée en l'accompagnant ». Bref, dans une mixture entre les accents néolibéraux des politiques menées et les concessions faites aux thèmes néoconservateurs (discours sécuritaires, glissements xénophobes quant aux Rroms, aux sans-papiers ou à l'islam, trémolos franchouillards, dévoiements laïcards du bel idéal de laïcité, etc.), le trio Hollande-Valls-Montebourg contribue à nous rapprocher du précipice politique de l'extrême droite.

Quant à « l'extrême gauche », elle est décrite comme surtout « passive », avec une tendance à abandonner le terrain du présent, au profit du lustrage du passé et/ou de la mythologisation d'un avenir lointain. Bien sûr, il lui resterait « la défense du peuple » face aux régressions sociales, mais justement, ajoutent Boltanski et Esquerre, « pour que les positions de gauche se distinguent nettement de celles de l'extrême droite, dont la défense du peuple est devenue l'un des principaux refraînés, et soient assez puissantes pour s'y opposer, il faudrait au minimum qu'elles puissent prendre appui sur des analyses novatrices ».

Car, devant l'occupation de nombreux mots de la gauche par des connotations néoconservatrices hégémonisantes – « peuple » et « populaire », « critique », « République », « démocratie », « laïcité », « social », « système », « néolibéralisme », « valeurs », « liberté d'expression », « rebelle », etc. –, on ne peut plus les utiliser tout à fait tels quels. Les gauches résistantes ont à « se réapproprier un langage détourné », en travaillant davantage leurs assises émancipatrices afin de tenir compte de l'événement néoconservateur en cours. Elles doivent aussi redécouvrir certains beaux mots de la gauche enfouis, cette fois, sous le fatras néoconservateur. Ainsi, plutôt que d'ajouter leur petite pelletée nationaliste sur ce tombeau idéologique de la gauche, elles auraient à « renouveler un internationalisme qui, dans des conditions non moins difficiles que celles que nous connaissons actuellement, a fait la force et l'éclat du mouvement ouvrier et qui doivent être envisagés à



l'aune notamment des transformations écologiques en cours ». Le néoconservatisme préférant le vocabulaire de « la conservation », de « la protection » et des « attachements », ne faudrait-il pas également remettre en pleine lumière la question de l'émancipation, si on sait la repenser en regard des défis écologiques ?

Revenir au présent, mais quel présent ?

Ce petit ouvrage, parfois insatisfaisant du fait de son caractère trop succinct, nous titille dans nos paresseuses intellectuelles et dans nos rails militants. Il nous incite à nous coltiner politiquement les événements, sans nous réfugier dans les passés glorieux et/ou les lendemains qui chantent. Certes, en se focalisant sur le seul présent, il tend à oublier que le caractère central de l'action présente doit aussi pouvoir être raccordé à une mémoire critique du passé et à des repères dans l'avenir. Si ce n'était pas le cas, sa dégradation en ce que l'historien François Hartog appelle le présentisme, c'est-à-dire un culte de l'immédiateté déconnecté du passé et du futur, débouchant sur un zapping continu fort ajusté à la mobilité et à la flexibilité néocapitalistes, menacerait.

Cependant, en s'efforçant d'éviter les pièges croisés du nostalgisme, du présentisme et du futurisme, les militants de l'émancipa-

tion ont à retrouver les chemins du présent, de l'action ici et maintenant sur les événements. Pour la confection de leur boussole, les repérages de Boltanski et Esquerre sur la stabilisation actuelle d'évidences néoconservatrices, jusque dans les gauches et à partir des gauches, seront utiles. « Agir politiquement, c'est donc faire événement ou, ce qui revient au même, réagir aux événements dont s'est saisi l'adversaire pour les disqualifier ou les contrecarrer », notent les deux sociologues.

Et les libertaires dans tout ça ?

Les libertaires seront-ils davantage à la hauteur que les autres gauches ? La large diffusion en leur sein d'une culture antidorématique et d'un goût pour les expérimentations pratiques invite à un peu d'optimisme. Toutefois, les inerties identitaires, la faiblesse numérique ou l'intériorisation de la marginalisation font pencher la balance du côté du pessimisme. Les jeux ne sont pas encore faits, sans que l'inquiétude soit dissipée. Partant, laissons le dernier mot (provisoire) à Boltanski et Esquerre, non pas pour fataliser la situation, mais pour augmenter notre degré de vigilance : « Quant aux catastrophes qui s'ensuivront, chacun des témoins pourra dire, en toute bonne foi, qu'il ne les a ni voulues ni même anticipées ...»

P.C.

Comment fonctionne

Le Monde libertaire ?

Le Monde libertaire est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres bénévoles de la FA qui leur confie ce mandat pour un an. Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication. Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format doc à l'adresse: monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'e-mail. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptions les images éventuellement fournies avec l'article (libre de droits). Le CRML se réunit le lundi après-midi pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Le CRML



PAVÉ D'ANAR

avec SADIA ET MAZOCHE

KROKAGA



AGENDA

Vendredi 18 juillet

Paris XI^e

19 h 30. Soirée blues avec l'émission Blues en liberté de Radio libertaire. Projection du film de la fameuse série Scorsese. *Red White & Blues* en est le titre et Mike Figgis en est l'auteur. En gros, ça cause de l'influence du blues en Grande-Bretagne. On y voit Tom Jones (étonnant!), Jeff Beck, Van Morrison et d'autres, sans oublier l'excellente et oubliée chanteuse écossaise Lulu.

Samedi 19 juillet

Paris XI^e

16h30. Dans les couloirs de la maison d'arrêt de Fresnes. L'émission anticarcérale Ras-les-murs de Radio libertaire reçoit Rebecca Wengrow pour son livre *Trois quarts d'heure d'éternité* (Fortuna Editions). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Vendredi 25 juillet

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo. Projection du film de Ken Loach *The Navigators*. Il montre un groupe de cheminots très liés entre eux : Paul, Mick, Len et Gerry qui travaillent au dépôt de chemins de fer de la British Rail. Gerry est délégué syndical. À cause de la privatisation de leur dépôt de chemins de fer, les relations d'entraide se délitent, leur groupe se dissout petit à petit jusqu'à mentir sur la mort d'un ancien ami pour garder leur travail. Un film qui demeure d'actualité pour la France qui choisit la même voie de privatisation des transports.

Samedi 26 juillet

Paris XI^e

16h30. Marie-Claire Calmus présentera *Les Chroniques de la Flèche d'or*, des textes philosophico-sociaux dits sur la scène de la Flèche d'or de

1999 à 2002 (c'était alors un lieu de culture populaire) et actuellement dans divers lieux où se produit l'auteur.

Vendredi 22 août

Paris X^e

14 heures. Colloque « Révolution, guerre et exil des républicains espagnols » à la Bourse du travail de Paris, 3, rue du Château-d'Eau, métro République.

Samedi 23 août

Montreuil (93)

20 heures. Théâtre: *La Nueve* mise en scène par Armand Gatti à la Parole errante, 9, rue François-Debergue.

Dimanche 24 août

Paris XIII^e

14 heures. Manifestation « Sur le chemin de la Nueve » au départ de la porte d'Italie.

Vendredi 5 septembre

Paris V^e

20 heures. Trois films suivis de débat au cinéma La Clef, 34, rue Daubenton sur le thème « Révolution, guerre et exil des républicains espagnols ». *Bajo el signo libertario*, un film de Les, 1936, 16'. *Contes de l'exil ordinaire*, un film de René Grando, 1989, 52', en présence de René Grando. *La Nueve ou les oubliés de la victoire*, un film d'Alberto Marquardt, 2009, 53'. Soirée organisée par l'association 24-août-1944.

22 et 23 novembre

Lyon (69)

4^e Salon des éditions libertaires. Le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire la Gryffe et les Amis de la Gryffe. Librairie la Gryffe: 0478610225 (du lundi au samedi de 14 à 19 heures), 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon. Email: salonzedlib@lagryffe.net



FÉDÉRATION★ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

AGENDA

Le Monde Libertaire hebdomadaire sort des kiosques : abonnez-vous !

Lors de son 72e congrès réuni à Saint-Imier les 7, 8 et 9 juin 2014, la Fédération Anarchiste a décidé d'arrêter la distribution en kiosques et points-presse du **Monde libertaire hebdomadaire** : une décision difficile prise en raison des coûts exorbitants qu'exige cette présence, et que notre journal ne peut plus supporter. Nous étudions actuellement la possibilité d'une distribution dans les **Relay H** des gares SNCF ; le cas échéant, vous en serez les premiers informés.

Rien de changé pour votre bimestriel Le Monde Libertaire Hors Série : vous le retrouverez comme toujours dans vos kiosques habituels, cette mesure ne concerne que la formule hebdomadaire.

Seuls les abonnés pourront donc désormais continuer à lire **Le Monde libertaire chaque semaine**.

Abonnez-vous ! Les formules d'abonnement ci dessous sont à votre disposition, vous pouvez également **vous abonner en ligne** sur www.monde-libertaire.fr

L'ABONNEMENT restera toujours la meilleure façon de nous soutenir !

L'administration du Monde libertaire
administration-ml@federation-anarchiste.org
01 48 05 34 08 (librairie PUBLICO)



Bulletin d'abonnement

4 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement :

- . par chèque bancaire libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES joint à votre courrier
- . par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0624 0076 4820 363 / BIC CCOPFRPPXXX
- . par prélèvement bancaire, pour les abonnements à durée libre

bulletin à retourner complété à :
LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES
Service Abonnements
145 rue Amelot
75011 Paris



Abonnez-vous FRANCE, DROM-COM ET ETRANGER

Pour les chômeurs/chomeuses, réduction de 50%
sur les abonnements en France métropolitaine.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : _____ Ville :

Pays :

Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international (évitons d'enrichir les banques avec les taxes exorbitantes qu'elles extorquent sur les chèques tirés hors France !)

3 mois 12 numéros + 1 Hors-Série

- Abonnement standard 25 €
- Abonnement + soutien 35 €

6 mois 18 numéros + 3 Hors-Série

- Abonnement standard 50 €
- Abonnement + soutien 65 €

1 an 35 numéros + 6 Hors-Série

- Abonnement standard 75 €
- Abonnement + soutien 95 €

Abonnement à durée libre : la solution facile et économique

- Abonnement standard 18,75 €/trimestre
- Abonnement + soutien 23,75 €/trimestre

Recevez régulièrement tous les numéros
+ les Hors-Série du Monde Libertaire
à prix préférentiel

Profitez du règlement échelonné en toute simplicité :
le prélèvement est automatique

Arrêtez le service quand vous le voulez,
par simple courrier

Mon règlement :

- par chèque joint à ce courrier, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES
- par virement bancaire :
IBAN FR 76 4255 9000 0624 0076 4820 363
BIC CCOPFRPPXXX
- par prélèvement pour les abonnements à durée libre : dans ce cas, je remplis également le coupon d'autorisation de prélèvement ci-contre.

N° NATIONAL ÉMETTEUR
N° 58 50 98

ORGANISME CRÉANCIER
PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 rue Amelot 75011 Paris

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *le Monde libertaire*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *le Monde libertaire*.

Date
Signature obligatoire

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER (en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Localité _____

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

code établis. guichet n° de compte clé RIB

IMPORTANT merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèquier.